



## RÉSUMÉ DE L'ÉDITION 2016 DU FORUM POLITIQUE DE HAUT NIVEAU SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE: 11-20 JUILLET 2016

La réunion de 2016 du Forum politique de haut niveau sur le développement durable (FPHN) sous l'égide du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC) a eu lieu du 11 au 20 juillet 2016, au Siège de l'ONU à New York. La réunion a porté sur le thème « Veiller à ce que personne ne soit laissé derrière ». Elle a réuni près de 1500 représentants des États membres, des grands groupes sociaux et autres parties prenantes (GGaPP) et des organisations intergouvernementales et autres institutions de l'ONU. Outre le programme officiel, 37 manifestations parallèles ont été organisées en marge de la réunion.

Au cours de la première semaine, une brève plénière a été suivie par des dialogues modérés portant sur les questions suivantes: Où en sommes-nous en cette première année; Envisager un monde inclusif pour 2030; Sortir les gens de la pauvreté et répondre aux besoins de base; Favoriser la croissance, la prospérité et la durabilité économique; la sécurité alimentaire et l'agriculture durable, la lutte contre le changement climatique, la durabilité des océans et des écosystèmes terrestres – adoption d'une approche intégrée; L'édification de sociétés pacifiques et plus inclusives et l'autonomisation des femmes et des filles; l'Interface science-politique: les idées, visions et solutions nouvelles; Susciter l'appropriation au niveau national; Intégrer les objectifs de développement durable (ODD) dans les politiques, stratégies et plans nationaux 00 et intégrer les trois dimensions du développement durable; La coopération verticale - les autorités locales et les gouvernements nationaux travaillant ensemble pour la réalisation du Programme de développement durable d'ici 2030; les défis posés à la mobilisation des moyens de mise en œuvre (MMœ) au niveau national (financement, mise au point et transfert de technologie, renforcement des capacités); Les mécanismes nationaux de suivi et de communication de l'état d'avancement de la réalisation des ODD; Faire en sorte que le Programme de développement durable d'ici 2030 profite aux petits États insulaires en développement (PEID), sur la base de la SAMOA Pathway; Les

pays en situation particulière; Passer de l'inspiration à l'action: l'engagement multipartite dans la mise en œuvre; Veiller à ce que personne ne soit laissé pour compte – réalisation du Programme de développement durable d'ici 2030 par les GGaPP; les approches multipartites au niveau national – opportunité d'améliorer le suivi et l'évaluation en engageant les GGaPP; et les expériences régionales.

La réunion ministérielle du FPHN, organisée du 18 au 20 juillet, a entendu des déclarations données par les chefs de gouvernement et le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon. Des séances de travail ont été tenues sur les principaux messages de la première semaine de FPHN: Notre point de départ, et sur des sujets en rapport avec le thème de la réunion « Veiller à ce que personne ne soit laissé derrière », qui ont englobé: Atteindre les plus vulnérables; Les défis posés aux pays en situation particulière; Le Déblocage des MMœ pour les ODD et la création d'un environnement favorable; et les perspectives à venir (les projections, les scénarios et les thèmes nouveaux et émergents). En outre, cinq sessions ont été axées sur le premier tour des évaluations volontaires nationales (ENV) de l'état d'avancement de la réalisation du Programme de développement durable d'ici 2030 et des ODD, et un débat général a été tenu chaque après-midi durant la réunion ministérielle.

### DANS CE NUMÉRO

Bref historique du FPHN .....	2
Compte-rendu de la session 2016 du FPHN .....	2
Les débats modérés .....	2
La réunion ministérielle .....	10
La plénière de clôture .....	18
Brève analyse de l'Édition 2016 du FPHN .....	19
Réunions à venir .....	21
Glossaire .....	23

Ce numéro du *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org> a été rédigé par Anju Sharma, Rishikesh Ram Bhandary, Dina Hestad et Cleo Verkuijl. Édition numérique: Kiara Worth. Version française: Mongi Gadhoun - Correctrice: Myriam Gadhoun. Editrice en chef: Pamela S. Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Directeur du Service des informations de l'IIDD: Langston James "Kimo" Goree VI <kimo@iisd.org>. Les bailleurs de fonds du *Bulletin* sont: l'Union européenne, le Gouvernement suisse (Office fédéral de l'environnement (OFEV), le ministère de l'Environnement, de la Protection du territoire et de la Mer de l'Italie, et le Royaume d'Arabie saoudite. Un soutien général est accordé au *Bulletin*, au titre de l'exercice 2016, par: le ministère fédéral allemand de l'environnement, de la préservation de la nature, du bâtiment et de la sécurité nucléaire (BMUB), le ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce extérieur, SWAN International, le ministère finlandais des affaires étrangères, le ministère nippon de l'environnement (à travers l'Institut des stratégies environnementales mondiales - IGES), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), et le Centre de Recherche pour le développement international (CRDI). Un financement spécifique pour la couverture des HLPF 2016 a été fournie par la Commission européenne et la Direction du développement et de la coopération (DDC). Le financement pour la traduction du *Bulletin* en français a été fourni par le gouvernement de la France, la Wallonie, le Québec et l'Organisation internationale de la francophonie/Institut de la francophonie pour le développement durable (OIF/IFDD). Les opinions exprimées dans le *Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas forcément les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Pour tout renseignement sur le *Bulletin*, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service des informations de l'IIDD, <kimo@iisd.org>, au +1-646-536-7556 ou par courrier au 300 East 56th St., 11D, New York, New York 10022, USA.



<http://enb.iisd.mobi/>

Une déclaration ministérielle axée sur le thème de la Réunion « Veiller à ce que personne ne soit laissé derrière », a été adoptée à la séance de clôture, après la conduite d'un vote sur le maintien d'un paragraphe consacré à l'Accord de Paris sur le changement climatique. Cent quarante et un pays ont voté pour le maintien du paragraphe, un pays a voté contre et trois se sont abstenus. La déclaration a été adoptée avec le paragraphe intact et il en fut de même pour le rapport de la réunion.

### BREF HISTORIQUE DU FPHN

Le FPHN a été demandé par la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20) en juin 2012, dans son document final « L'avenir que nous voulons ». Le paragraphe 84 stipule: « Nous décidons de créer un forum politique de haut niveau intergouvernemental universel, en se fondant sur les points forts, l'expérience, les ressources et les modalités de la participation inclusive de la Commission du développement durable, en remplacement de la Commission. Le forum politique de haut niveau assurera le suivi de la réalisation du développement durable et devrait éviter tout chevauchement avec les structures, organes et entités existants, de manière effective ».

**AGNU-67:** La 67<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU) a adopté une résolution sur la mise en œuvre d'Action 21 et les résultats de Rio+20 (A/RES/67/203), qui décrit le processus de négociation sur la création du FPHN. Le texte appelait également à l'établissement d'un groupe de travail ouvert à tous (GTO) sur les ODD chargés de présenter des rapports réguliers à l'Assemblée générale, en tenant compte de la tenue de la première réunion du FPHN. Il appelait en outre à l'organisation d'une réunion spéciale en 2013, consacrée au suivi des efforts fournis pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

**RESOLUTION 67/290:** Le Président de la 67<sup>e</sup> AGNU a appelé à des concertations non officielles sur le format et les modalités d'organisation du FPHN. Ces consultations ont commencé en janvier 2013 et se sont terminées par l'adoption de la résolution 67/290, le 9 juillet 2013. La Résolution 67/290 décidait que le FPHN, conformément à son caractère universel intergouvernemental, devra:

- assurer un leadership politique, des orientations et des recommandations concernant le développement durable;
- assurer le suivi et l'évaluation des progrès accomplis dans la concrétisation des engagements en faveur du développement durable;
- améliorer l'intégration des trois dimensions du développement durable; et
- avoir un programme ciblé, dynamique et orienté vers l'action, en veillant à une prise en considération appropriée des défis nouveaux et émergents posés à la réalisation du développement durable.

La résolution appelait à la tenue des réunions du Forum:

- tous les quatre ans, sous l'égide de l'Assemblée générale, au niveau des chefs d'État et de gouvernement, pour une durée de deux jours, au début de la session de l'AGNU; et
- tous les ans, sous l'égide du Conseil économique et social - pour une durée de huit jours, dont une réunion ministérielle de trois jours.

Les deux réunions adopteront des déclarations négociées.

Le Forum tenu sous l'égide du Conseil économique et social procédera, à partir de 2016, à des évaluations régulières, consacrées au suivi et à la mise en œuvre des engagements et des objectifs de développement durable, y compris ceux liés aux MME, dans le cadre du programme de développement pour l'après-2015.

**PREMIÈRE SESSION DU FPHN:** La session inaugurale du FPHN tenue le 24 septembre 2013 a eu lieu sous l'égide de l'AGNU, au Siège de l'ONU, et a porté sur le thème « Construire l'avenir que nous voulons - De Rio+20 au Programme de développement pour l'après-2015 ».

**SESSION 2014 DU FPHN:** La deuxième session du FPHN tenue sous l'égide du Conseil économique et social, s'est déroulée du 30 juin au 9 juillet 2014 au siège de l'ONU, et a porté sur le thème « réaliser les OMD et tracer la voie à un programme de développement ambitieux pour l'après-2015, y compris les ODD ». Une déclaration ministérielle a été adoptée, laquelle, entre autres: appelait à une concrétisation urgente de tous les engagements pris dans le cadre du partenariat mondial pour le développement, afin de combler les lacunes identifiées dans les rapports du Groupe de travail sur les lacunes dans la réalisation des OMD; soulignait la nécessité d'accélérer les progrès vers la réalisation de l'objectif consistant à consacrer 0,7% du revenu national brut à l'Aide publique au développement, d'ici à 2015.

**SESSION 2015 DU FPHN:** La troisième session du FPHN, sous l'égide du Conseil économique et social, s'est tenue du 26 juin au 8 juillet 2015, au Siège de l'ONU, et a porté sur le thème « Renforcer l'intégration, la mise en œuvre et l'évaluation – le FPHN après 2015 ». Une déclaration ministérielle a été adoptée à la fin du Forum.

### COMPTE-RENDU DE LA SESSION 2016 DU FPHN

Oh Joon, Représentant permanent de la République de Corée auprès de l'ONU et président du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC), a ouvert le Forum en soulignant que le rôle du FPHN dans le suivi et l'évaluation du Programme de développement durable d'ici 2030 est extrêmement important pour le traçage de la voie à suivre de façons nouvelles et novatrices.

Wu Hongbo, Sous-Secrétaire général de l'ONU pour les affaires économiques et sociales, a mis en exergue six éléments du succès: le leadership; les institutions; les interrelations; le suivi; un programme pour tous, avec des contributions de tous; et la coopération au développement international. Il a souligné que l'évaluation de l'état d'avancement de la réalisation des ODD par le FPHN doit être robuste, volontaire, efficace, participative et intégrée.

### LES DEBATS MODERES

**OÙ EN SOMMES-NOUS EN CETTE PREMIÈRE ANNÉE?** Cette session, présidée par Héctor Alejandro Palma Cerna, Représentant permanent adjoint du Honduras auprès des Nations Unies et vice-président de l'ECOSOC, a eu lieu le lundi matin 11 juillet.

Présentant le rapport du Secrétaire général de l'ONU sur « l'Etat d'avancement de la réalisation des objectifs de développement durable » (E/2016/75) Wu a souligné que la

réalisation du Programme de développement durable d'ici 2030 exige un partenariat mondial renforcé qui rassemble toutes les parties prenantes et qui mobilise toutes les ressources disponibles.

Moderant le débat qui a suivi, Paula Caballero Gomez, Banque mondiale, a encouragé les participants à passer du gradualisme à des changements structurels permettant la concrétisation de la promesse des ODD.

La conférencière Debapriya Bhattacharya, Centre for Policy Dialogue, a parlé du défi posé à l'estimation du financement nécessaire à la réalisation des ODD, et a déclaré que le rapport pourrait être plus exhaustif dans le domaine des partenariats mondiaux.

La conférencière Christiana Figueres, ancienne Secrétaire exécutive de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, a souligné l'impératif de relever, en premier, ceux qui sont les plus vulnérables et les plus marginalisés, a mis en relief l'importance des données de référence nationales pour la mesure du progrès accompli, et a appelé à l'investissement dans les sources de données.

Au sujet de l'intégration des ODD dans les plans nationaux, Bhattacharya a souligné l'importance d'examiner les liens entre les questions systémiques. Figueres a encouragé l'octroi d'une attention politique soutenue aux ODD.

La commentatrice José Maria Viera, Union mondiale des aveugles, a appelé les États à garantir une participation soutenue des parties prenantes à travers des concertations, et a souligné le rôle critique de l'accès à l'information dans la concrétisation de la participation.

Le commentateur Martin Tsounkeu, Réseau africain des inter-échanges sur le développement, a parlé des lacunes dans l'intégration des ODD dans les plans nationaux, ayant rapport avec la mesure dans laquelle les processus d'évaluation sont participatifs et avec l'inclusion des aspects qualitatifs dans les statistiques nationales.

De la salle, les participants ont souligné l'importance: de combler les lacunes en matière de données sexo-spécifiques; de la participation des parties prenantes à l'élaboration du Rapport mondial sur le développement durable (RMDD); d'éviter les chevauchements entre les mandats des organismes des Nations Unies relatifs à la mise en œuvre des ODD; et d'accroître les investissements dans le renforcement des capacités en matière de collecte et d'analyse des données.

Un résumé plus détaillé du débat est disponible en ligne à l'adresse: <http://www.iisd.ca/vol33/enb3320f.html>

**ENVISAGER UN MONDE INCLUSIF EN 2030:** Cette session, tenue lundi matin 11 juillet, a également été présidée par le vice-président de l'ECOSOC Cerna.

Invitant les intervenants à présenter leurs réflexions sur le sens de l'inclusion, la modératrice Lisa Foster, Département américain de la justice, a déclaré que les tirs récents aux États-Unis étaient un rappel douloureux des défis de l'inégalité auxquels son pays est confronté.

Le conférencier Ion Jinga, représentant permanent de la Roumanie auprès de l'ONU et président de la 54<sup>ème</sup> session de la Commission du développement social, a souligné l'importance de l'ODD 10 (réduction des inégalités).

La conférencière Onalenna Selolwane, Forum de Mosadi Khumo pour l'autonomisation socio-économique des femmes, a souligné l'importance de garder une bonne partie de la richesse dans la région où elle est créée.

Exhortant les États membres à respecter les droits de l'homme, le commentateur Alvaro Esteban Pop Ac, Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones, a mis en exergue les effets négatifs possibles de la mise en œuvre du Programme de développement durable d'ici 2030.

Le commentateur Ibrahim Ismail Abdallah, Organisation arabe des personnes handicapées, a fourni des recommandations pour répondre aux besoins des personnes handicapées.

Au cours du débat qui a suivi, les participants ont parlé, entre autres, du besoin de mécanismes d'imputabilité et de politiques inclusives, d'investissements dans l'autonomisation des jeunes et de renforcement des capacités, de la ventilation des données, de politiques budgétaires tenant compte des droits de l'homme, et de protection sociale pour les personnes faibles et marginalisées.

Un résumé plus détaillé du débat est disponible en ligne à l'adresse: <http://www.iisd.ca/vol33/enb3320f.html>

**SORTIR LES GENS DE LA PAUVRETE ET REPENDRE AUX BESOINS DE BASE:** Cette session, tenue lundi après-midi 11 juillet, a été présidée par Sven Jürgenson, représentant permanent de l'Estonie auprès de l'ONU et vice président de l'ECOSOC, et modérée par Sarina Prabasi, WaterAid America.

Prabasi a indiqué que les États membres sont actuellement soumis à un test majeur consistant à s'assurer que des services de base sont fournis aux laissés pour compte.

La conférencière Alice Albright, Partenariat mondial pour l'éducation, a présenté des recommandations pour l'amélioration de l'accès à une éducation de qualité, telles que: le renforcement des systèmes éducatifs; l'adaptation aux circonstances particulières et la concentration sur les disparités entre les sexes.

Le conférencier Michael Park, Aspen Institute, a décrit le partenariat de gestion d'Aspen pour le travail dans le domaine de la santé, qui vise à accroître les investissements nationaux dans le secteur de la santé et à améliorer la capacité des ministères de la santé à déployer des agents de santé communautaires.

La commentatrice Cristina Diez Sagüillo, Mouvement international ATD Quart- Monde, a mis en garde contre l'utilisation d'une approche fondée sur les besoins de base, qui définit la réduction de la pauvreté comme étant, uniquement, une réduction de la privation matérielle, et a appelé à des institutions efficaces, responsables et transparentes pour la réduction de la pauvreté.

La commentatrice Rajul Pandya-Lorch, Institut de recherche sur les politiques alimentaires, a identifié trois nouveaux défis posés à la réduction de la pauvreté: l'urbanisation galopante, le changement climatique et les conflits et les déplacements de populations. Elle a appelé à une focalisation sur l'amélioration de l'accès aux marchés, sur la protection sociale et sur l'amélioration de la résilience aux chocs.

Les participants devaient ensuite évoquer, entre autres, les obstacles structurels et systémiques entravant les efforts visant à sortir les gens de la pauvreté; l'importance des droits fonciers; la généralisation de programmes et de systèmes économiques et politiques favorisant l'inclusion; l'importance du changement

structurel; le besoin d'investissements dans les ressources humaines et les systèmes y afférents; et l'impératif d'accorder la priorité aux plus vulnérables.

Un résumé plus détaillé du débat est disponible en ligne à l'adresse: <http://www.iisd.ca/vol33/enb3320f.html>

**FAVORISER LA CROISSANCE, LA PROSPÉRITÉ ET LA DURABILITÉ ÉCONOMIQUE:** Cette session, tenue lundi après-midi 11 Juillet, a également été présidée par le vice-président de l'ECOSOC Jürgenson. Elle a été animée par Vinicius Pinheiro, Organisation internationale du Travail (OIT).

Pinheiro a parlé de l'intérêt particulier accordé par la session aux ODD 8 (le travail décent et la croissance économique), 10 (la réduction des inégalités) et 12 (consommation et production responsables).

Le conférencier Tim Jackson, Centre pour la compréhension de la prospérité durable, a présenté des données indiquant que la croissance économique fournit les plus grands gains en prospérité au sein des communautés les plus pauvres, avec une diminution des rendements au-delà d'un certain seuil de revenu. Il a dit que cela présentait aux pays et aux communautés riches une cause morale forte pour faire une place aux pays et aux communautés les plus pauvres.

Le conférencier Bart Verspagen, Université de Maastricht, a souligné la nécessité de renforcer la capacité d'absorption de la technologie dans les pays, à travers des investissements dans l'innovation, les marchés du travail et des politiques de protection sociale, afin d'éviter le « piège d'une croissance faible ».

Dyborn Chibonga, Association nationale des petits agriculteurs du Malawi, a mis l'accent sur l'amélioration des compétences entrepreneuriales; sur l'amélioration de l'accès aux marchés et sur la défense des droits des agriculteurs.

Le commentateur Wellington Chibebe, Confédération syndicale internationale, a souligné l'importance de la négociation collective pour une croissance inclusive, et a encouragé la responsabilisation de la population active par le biais de l'éducation.

Les participants devaient ensuite évoquer, entre autres, l'importance de l'innovation dans les domaines de l'agriculture et de l'industrie; l'impact des méthodes d'évaluation imprécises conduisant à une sous-estimation de l'impact des activités des secteurs du commerce et de l'industrie; la lutte contre les flux financiers illicites; la réforme structurelle; le rôle du secteur privé dans l'apport d'avantages économiques, sociaux et environnementaux à la société; les seuils environnementaux; les accords commerciaux qui sont en conflit avec le Programme de développement durable d'ici 2030; et le respect des droits des propriétaires traditionnels des ressources naturelles.

Dans ses remarques finales, Jackson a déclaré que le vote du Royaume-Uni pour quitter l'Union européenne était un « cri d'angoisse de ceux qui ont été laissés derrière ».

Un résumé plus détaillé du débat est disponible en ligne à l'adresse: <http://www.iisd.ca/vol33/enb3320f.html>

**LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET L'AGRICULTURE DURABLE, LA LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE, LA DURABILITÉ DES OCÉANS ET DES ÉCOSYSTÈMES TERRESTRES – ADOPTION D'UNE APPROCHE INTÉGRÉE:** Cette session, tenue mardi 12 juillet, a été présidée par le vice-président de l'ECOSOC, Jürgenson.

Le modérateur Ronald Jumeau, ambassadeur pour les questions de changements climatiques et des petits États insulaires en développement, Seychelles, a déclaré qu'aucun de l'ensemble des objectifs de développement durable (ODD) ne saurait être concrétisé avec succès à travers une approche cloisonnée.

La conférencière Deborah Fulton, Comité de la sécurité alimentaire mondiale, a parlé des efforts de son organisation visant à inclure les voix de ceux qui sont les moins entendus, comme les pêcheurs, les paysans sans terre et les pauvres des villes. La conférencière Evelyn Nguleka, Organisation mondiale des agriculteurs, a mis en exergue le rôle de l'innovation technologique et la nécessité d'assurer aux agriculteurs une nutrition adéquate et l'accès aux marchés.

O moyemen Lucia Odigie-Emmanuel, Centre de recherche sur les droits de l'homme et le changement climatique, a appelé à la mise en place d'une plate-forme unique permettant à toutes les parties prenantes de se rencontrer et de travailler ensemble.

Le conférencier Jake Rice, Fisheries and Oceans Canada, a appelé à une réactivité « à l'échelle de la Terre », intégrant la gestion des terres et des océans, et a plaidé contre « la prolifération des démarches compartimentées ».

Au cours du débat qui a suivi, les participants ont encouragé: l'investissement dans un réseau alimentaire intelligent face au changement climatique; l'établissement de liens entre les processus du FPHN et d'HABITAT III; l'inclusion des besoins particuliers des personnes handicapées dans les stratégies nationales et des institutions de l'ONU; le soutien du renforcement des capacités à tous les niveaux; l'octroi d'une attention aux effets de l'agriculture industrielle sur le développement durable; le rôle des océans dans l'aide à la sécurité alimentaire; et le rôle des agriculteurs dans la création d'emplois. Un résumé plus détaillé de la discussion est disponible à <http://www.iisd.ca/vol33/enb3321f.html>

**CRÉER DES SOCIÉTÉS PACIFIQUES ET PLUS INCLUSIVES ET AUTONOMISER LES FEMMES ET LES FILLES:** Cette session, tenue mardi 12 juillet, a été présidée par Jürg Lauber, Représentant permanent de la Suisse auprès de l'ONU et vice-président du Conseil économique et social. Irene Khan, International Development Law Organization, l'a modérée.

La conférencière Lakshmi Puri, ONU Femmes, a énuméré « dix commandements » pour l'avancement de la réalisation de l'égalité des sexes: l'inspiration, l'indivisibilité, l'intégration, des institutions, l'exécution, l'investissement, l'information, l'inclusion, l'innovation et l'impact.

Le conférencier Robert Berg, Académie mondiale des arts et des sciences, a souligné le rôle important de la société civile, exprimant, toutefois, sa préoccupation du fait que ce rôle soit actuellement l'objet d'attaques dans de nombreux pays.

La conférencière Beatrice Ayuru, Lira Integrated School, a appelé à l'adaptation des programmes de manière à les rendre aptes à répondre aux défis auxquels se trouvent confrontées les femmes et les filles.

La commentatrice Gaia Gozzo, CARE International, a encouragé, entre autres, la mesure de la représentation des femmes aux niveaux infranational et local et dans les espaces politiques informels.

La commentatrice Anca-Ruxandra Gliga, United Network of Young Peacebuilders, a encouragé l'expansion des initiatives menées par des jeunes locaux et le rôle des jeunes en tant qu'intervenants et d'agents de consolidation de la paix durant les crises.

Les participants devaient ensuite évoquer: le caractère transversal des questions relatives aux Femmes dans les ODD; l'intégration de la sexo-spécificité dans les plans d'intervention face aux conflits; l'inclusion des femmes dans le marché du travail en vue de leur autonomisation; et le renforcement des compétences entrepreneuriales des femmes par le biais de politiques ciblées. La modératrice Khan a souligné l'accès à la justice et des institutions inclusives comme facteurs essentiels permettant l'autonomisation des femmes. Un résumé plus détaillé du débat est disponible en ligne à l'adresse: <http://www.iisd.ca/vol33/enb3321f.html>

**L'INTERFACE SCIENCE-POLITIQUE: IDÉES, VISIONS ET SOLUTIONS NOUVELLES:** Cette session, tenue mardi après-midi 12 juillet, a été présidée par le vice-président de l'ECOSOC Cerna.

Présentant le RMDD de 2016, le sous-secrétaire général de l'ONU, Wu Hongbo, a noté qu'il s'agissait là d'une « évaluation des évaluations », élaborée par un processus inclusif, en vue de renforcer l'Interface science-politique au profit du développement durable. Il a décrit l'objectif du RMDD de 2016: s'assurer que personne ne soit laissé pour compte; clarifier les liens entre l'infrastructure, l'inégalité et la résilience; mettre en place des institutions inclusives, y compris des conseils nationaux de développement durable; mettre au point des technologies permettant de répondre aux ODD.

Lucilla Spini, Conseil international pour la science, a modéré la session.

William Colglazier, Association américaine pour l'avancement des sciences, a parlé de l'évaluation nationale volontaire (ENV) de la Finlande comme étant le modèle le plus proche de la vision de ce qu'une ENV devrait être.

Guéladio Cissé, Swiss Tropical and Public Health Institute, a souligné la nécessité: de voir la science prendre en considération les dimensions culturelles des interventions et de rester ouverts aux nouveaux défis.

Patrick Paul Walsh, University College Dublin, a encouragé la réorientation de la recherche non seulement pour la réalisation du bien économique, mais aussi pour l'édification de sociétés inclusives et durables.

Aurélien Decamps, Kedge Business School, a parlé du rôle que l'enseignement supérieur peut jouer dans la promotion du dialogue multipartite.

Donovan Guttieres, Partenariat mondial de la jeunesse pour les ODD, a appelé à l'inclusion de systèmes scientifiques formels et informels permettant de s'assurer que personne ne soit laissé derrière.

Peter Messerli, Université de Berne, a recommandé de se concentrer sur les synergies et les points d'enclenchement du développement durable.

Au cours du débat qui a suivi, les États membres ont fait état des efforts nationaux fournis pour la mise en œuvre du Programme de développement durable d'ici 2030, y compris: des « zones de démonstration »; des améliorations scientifiques

et technologiques; et des démarches intégrées établissant un équilibre entre les trois dimensions du développement durable. Les participants ont également souligné: le rôle de la technologie nucléaire dans le soutien des ODD; le rôle du secteur de l'entreprise et de l'industrie; la pertinence du RMDD pour les chefs d'Etat et de gouvernement et pour les ministres; et la nécessité de la participation des jeunes dans la science, la technologie et l'innovation (STI).

Un résumé plus détaillé du débat est disponible en ligne à l'adresse <http://www.iisd.ca/vol33/enb3321f.html>

**SUSCITER L'APPROPRIATION AU NIVEAU NATIONAL:** Cette session a eu lieu mercredi matin 13 juillet, et a été présidée par Frederick Musiwa Makamure Shava, Représentant permanent du Zimbabwe auprès de l'ONU et vice Président de l'ECOSOC. Elle a été modérée par Jessica Espey, Sustainable Development Solutions Network.

Le conférencier Lu Yonglong, Académie chinoise des sciences, a souligné l'importance de la formulation de stratégies nationales assorties d'une direction nationale forte, d'indicateurs pratiques pour le suivi des progrès et de données fiables et vérifiables à tous les niveaux.

Le conférencier Louis Meuleman, Université du Massachusetts, Boston, a mis en garde contre l'utilisation de plans conçue à l'extérieur pour la mise en œuvre nationale, précisant que, parfois, les éléments doivent être plutôt connectés que compartimentés.

La commentatrice Annika Lindblom, Ministère de l'environnement, Finlande, a souligné que le développement durable est un défi à long terme qui nécessite de nouveaux modèles de partenariats de gouvernance pluripartites.

Le commentateur Ivane Shamugia, Administration publique, Géorgie, a mis en exergue: le souhait de ne pas créer de bureaucratie supplémentaire; l'établissement d'un équilibre entre le caractère universel des ODD et le cadre national; l'utilisation de cadres participatifs; et le défi de la disponibilité des données.

Le commentateur Adolfo Ayuso, Cabinet du Président, Mexique, a identifié: le renforcement des connaissances et de la compréhension des ODD; la volonté des parties prenantes à participer; et des mécanismes solides permettant d'atteindre ces objectifs en tant qu'exigences clés pour l'appropriation des ODD au niveau national.

Le commentateur Gomer Padong, Philippine Social Enterprise Network, a déclaré que l'approche des ODD fondée sur le principe « ne laisser personne derrière » est une réponse directe à la concentration des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) sur les « fruits à portée de main », tout en ignorant les plus difficiles à atteindre.

De la salle, un certain nombre d'États membres a souligné les efforts visant à accroître l'appropriation nationale des ODD. Un certain nombre d'intervenants a déclaré la société civile n'a pas été consultée dans le processus d'élaboration des ENV, certains appelant à la création de mécanismes d'engagement national. Les participants ont également échangé leurs points de vue sur la nécessité de s'éloigner de la compartimentation, certains mettant en garde que cela risquait de diminuer les niveaux d'efficacité et d'imputabilité des institutions.

Un résumé plus détaillé du débat est disponible en ligne à l'adresse: <http://www.iisd.ca/vol33/enb3322f.html>

## INTÉGRER LES ODD DANS LES POLITIQUES, STRATÉGIES ET PLANS NATIONAUX ET INTÉGRER LES TROIS DIMENSIONS DU DÉVELOPPEMENT DURABLE:

Cette session a eu lieu mercredi matin 13 juillet, et a été présidée par le vice-président de l'ECOSOC, Jürgenson. Nick Ishmael Perkins, SciDev.net, l'a modéré.

Koichi Aiboshi, Ministère des affaires étrangères, Japon, a décrit les quatre piliers sur lesquels reposent les efforts fournis par son pays pour la mise en œuvre du Programme de développement durable d'ici 2030: le cadre de mise en œuvre, les principes directeurs, la collaboration avec les parties prenantes et le soutien de la mise en œuvre globale.

Joseph Enyimu, Ministère des finances, de la planification et du développement économique, Ouganda, a souligné qu'il est important de créer un espace politique pour l'intégration des ODD dans les plans nationaux et d'engager les citoyens dans un dialogue national.

Wardarina, Forum Asie-Pacifique sur les femmes, le droit et le développement, a parlé des « signes d'alerte » qui peuvent être préjudiciables à l'ambition des ODD, tels que: l'absence de dispositions institutionnelles et de politiques d'appui d'Action 2030; l'échec de l'implication de la société civile dans les processus de planification, d'application et d'évaluation.

Izzet Ari, Ministère du développement, Turquie, a mis en exergue les démarches multisectorielles et multipartites, et l'appropriation politique en tant que facteurs essentiels pour la réalisation du Programme de développement durable d'ici 2030.

Eili Lepik, Cabinet gouvernemental de l'Estonie, a présenté des exemples pratiques d'intégration des ODD, tels que les évaluations d'impact intégrées et les solutions technologiques d'information et de communication comme l'e-gouvernement.

Le commentateur Olivier Brochenin, France, a souligné l'importance de la cohérence des politiques et la valeur des partenariats pour trouver des solutions. Le commentateur Stine Lise Hattestad Bratsberg, Conseil PURE, a déclaré que les ODD représentent un cadre nouveau pour le secteur privé.

Dans le débat qui a suivi, les États membres ont souligné l'importance d'intégrer les ODD et les objectifs intermédiaires dans les politiques nationales, et des efforts visant à faciliter les processus interinstitutionnels d'intégration du Programme de développement durable d'ici 2030. Certains États membres ont partagé leurs expériences nationales vécues jusque là dans la mise en œuvre du Programme de développement durable d'ici 2030.

Un résumé plus détaillé du débat est disponible en ligne à l'adresse: <http://www.iisd.ca/vol33/enb3322f.html>

## COOPERATION VERTICALE – LES AUTORITES LOCALES ET LES GOUVERNEMENTS NATIONAUX TRAVAILLANT ENSEMBLE POUR LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DURABLE D'ICI 2030:

Cette séance, tenue mercredi après-midi 13 juillet, a été présidée par Shava. Dans son allocution liminaire, Kadir Topbas, Maire d'Istanbul, Turquie, a souligné l'importance du niveau infranational pour la mise en œuvre des ODD et a appelé à l'inclusion de contributions du niveau infranational dans l'ENV.

Peter Wollaert, Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR), a modéré le débat.

Hyuk-Sang Sohn, Université Kyung Hee, a décrit l'Alliance coréenne pour la durabilité locale, signalant toutefois qu'une nouvelle orientation nationale axée sur la croissance verte pose des défis à la mise en œuvre de l'ensemble des trois piliers du développement durable.

La conférencière Patrícia Iglecias, Secrétaire d'Etat à l'Environnement, São Paulo, Brésil, a souligné la nécessité d'objectifs spécifiques et du renforcement des capacités, pour les niveaux local et infranational.

La commentatrice Rosemarie Edillon, National Economic and Development Authority, Philippines, a appelé les gouvernements nationaux à compléter les budgets locaux, de sorte que ceux qui sont le plus en retard ne soient pas freinés par la limite des ressources.

Le commentateur Paddy Torsney, Union interparlementaire, a souligné la nécessité, pour les leaders d'opinion locaux, de concevoir des composants de plans nationaux pertinents aux contextes locaux.

Le commentateur Stephan Contius, Ministère fédéral de l'Environnement, de la Conservation de la Nature et des Bâtiments et de la Sécurité Nucléaire, Allemagne, a souligné l'importance des commissions interministérielles pour la réalisation des ODD.

Au cours du débat qui a suivi, les participants ont évoqué les avantages de la mise en œuvre des ODD au niveau local, avantages englobant: la capacité d'avancer rapidement; la prise de responsabilités; la coopération entre les organisations non-gouvernementales (ONG) et les pouvoirs publics locaux; et l'engagement du niveau local. Parmi d'autres défis identifiés au niveau local, il y a lieu de citer: le manque de capacités et de connaissances techniques; l'absence de données appropriées à la bonne échelle; et l'insuffisance du financement.

Un résumé plus détaillé du débat est disponible à l'adresse <http://www.iisd.ca/vol33/enb3322f.html>

## LES DÉFIS POSES A LA MOBILISATION DES MMCE AU NIVEAU NATIONAL (FINANCEMENT, TECHNOLOGIE, RENFORCEMENT DES CAPACITÉS):

Cette session, tenue mercredi après-midi 13 juillet, a été présidée par Cerna.

Macharia Kamau, Co-président du Forum de la science, de la technologie et de l'innovation (STI), a présenté une déclaration portant sur les résultats de l'édition 2016 du Forum des STI, énumérant les domaines et objectifs prioritaires, y compris: l'investissement initial dans la technologie; la sensibilisation au contexte social; et des actions participatives en matière de STI.

Manuel Montes, Centre Sud, devait, ensuite modérer un groupe de discussion.

Le conférencier Paulo Gadelha, Fundação Oswaldo Cruz, a souligné l'importance de l'utilisation de la plate-forme en ligne du Mécanisme de facilitation de la technologie pour le partage des expériences. Le conférencier Felipe Castro, Colombie, a plaidé pour le partage des ressources non financières, telles que les données scientifiques et technologiques.

Le commentateur Mawussi Djossou Semondji, Togo, a appelé à l'établissement de liens entre la science et les MMCE. Le commentateur Paul Gulleik Larsen, Norvège, a qualifié l'Aide publique au développement d'investissement dans l'intérêt national, et de catalyseur pour des partenariats de meilleure qualité et envergure.

Le commentateur Chengyong Sun, Chine, a souligné les efforts nationaux tels que: les sites de démonstration du Programme de développement durable d'ici 2030; une banque verte de la technologie; et la formation en STI de près de 10.000 personnes dans des pays du monde entier. Le commentateur David O'Conner, UICN, a souligné la nécessité de veiller à ce que la technologie soit plutôt un facteur de nivelage que de division.

Au cours du débat qui a suivi, les participants ont souligné: l'importance des STI dans la coopération en matière de développement; la nécessité de « réformer » le régime mondial des droits de propriété intellectuelle; l'impact des conditions internationales auxquelles sont assujettis les prêts; et les défis posés à la réorientation des investissements.

Un résumé plus détaillé du débat est disponible à l'adresse <http://www.iisd.ca/vol33/enb3322f.html>

**LES MECANISMES NATIONAUX DE SUIVI ET DE COMMUNICATION DE L'ETAT D'AVANCEMENT DE LA RÉALISATION DES ODD:** Cette session a eu lieu jeudi matin 14 juillet, et a été présidée par le vice-président de l'ECOSOC Lauber et modérée par Johannes Paul Jütting, Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

La conférencière Lisa Grace S. Bersales, Philippine Statistics Authority, a déclaré que son pays va utiliser des données provenant de sources innovantes, y compris les données générées par le secteur privé, la société civile et les citoyens, afin de parvenir à un niveau de désagrégation des données, qui ne laisse personne derrière.

Le conférencier Pali Lehohla, Statistician-General, Afrique du Sud, a mis en exergue: le rôle que jouent les statistiques dans l'établissement de la confiance dans les relations internationales; la nécessité de moderniser; et le premier Forum mondial sur les données de développement durable, qui sera organisé par son pays en janvier 2017.

Le conférencier Georges-Simon Ulrich, Office fédéral suisse de la statistique, a souligné l'importance de l'implication précoce des offices nationaux de statistique, et la nécessité de renforcer les partenariats dans le domaine des statistiques.

Le commentateur Milorad Šćepanović, Ministère des affaires étrangères du Monténégro, a décrit les efforts fournis par son pays dans les domaines du suivi et de la communication, à travers, notamment: une nouvelle stratégie nationale de développement durable comportant des principes directeurs et des objectifs; le renforcement des ressources humaines; la « nationalisation » des objectifs et des indicateurs applicables aux Objectifs de développement durable (ODD); et des ajustements à la structure institutionnelle existante.

La commentatrice Peseta Noumea Simi, Ministère des Affaires étrangères et du Commerce, Samoa, a souligné la nécessité d'adapter au contexte local les indicateurs applicables aux ODD; les contraintes en matière de capacités humaines auxquelles sont confrontés les PEID; l'importance de l'appropriation et de la volonté politique; la nécessité de renforcer la sensibilisation et l'engagement des parties prenantes par le biais de processus de consultation précoces et ouverts; et l'importance de la coopération régionale.

Au cours du débat qui a suivi, les participants ont, entre autres: décrit les efforts nationaux et institutionnels fournis dans le domaine du suivi et de la communication des données, et les défis posés à la nationalisation des 230 indicateurs des ODD; appelé au renforcement des capacités nationales pour l'amélioration de la collecte et de l'analyse des données; souligné la nécessité d'inclure, dans les processus de suivi et d'information, les points de vue des parties prenantes et les constats produits par les citoyens; et, souligné la nécessité d'une égalité de traitement entre les données d'ordre qualitatif et celles d'ordre quantitatif.

Dans leurs observations finales, les conférenciers ont souligné l'importance de: l'utilisation de sources de données variées; du suivi de la collecte de données; et de la participation des parties prenantes en tant que valeur ajoutée aux processus de suivi et de communication des données.

Un résumé plus détaillé du débat est disponible à l'adresse <http://www.iisd.ca/vol33/enb3323f.html>

**RENDRE LE PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DURABLE D'ICI 2030 APTE A LIVRER AUX PEID SUR LA BASE DE LA SAMOA PATHWAY:** Ce débat a été présidé par le vice-président de l'ECOSOC, Jürgenson. Elizabeth Thompson, sous-secrétaire générale des Nations Unies et ancienne ministre de l'énergie et de l'environnement de la Barbade, a modéré la session.

Anoté Tong, ancien président de la République de Kiribati, a qualifié la résilience au changement climatique d'objectif primordial pour les PEID.

Le conférencier David Smith, Consortium universitaire des petits États insulaires, a mis l'accent sur les ODD 13 (changement climatique), 14 (la vie sous l'eau), 15 (la vie sur terre) et 16 (la paix, la justice et des institutions solides) comme étant d'un intérêt particulier pour les PEID.

La commentatrice Justina Langidrik, Îles Marshall, a appelé à l'harmonisation des ODD avec la SAMOA Pathway, et à leur adaptation aux situations nationales. Signalant la forte dépendance des PEID de l'aide bilatérale, elle a mis en garde que le traitement de tous les indicateurs et de tous les objectifs intermédiaires des ODD, constituerait une surcharge pour les gouvernements des PEID.

La commentatrice Kate Brown, Global Island Partnership, a déclaré que la mobilisation des ressources des secteurs public et privé est un défi pour les PEID, compte tenu de leur petite taille, et a appelé à des partenariats public-privé au niveau local pour la réalisation des ODD.

Dans le débat qui a suivi, les participants ont souligné: les rôles du FPHN et du système des Nations Unies dans l'harmonisation du Programme de développement durable d'ici 2030 avec la SAMOA Pathway; que les PEID ont fait preuve de leadership et d'appropriation dans leurs efforts visant à surmonter les obstacles et qu'ils sont engagés à faire leur part; les efforts devant être fournis par les pays développés pour aider les PEID; que des questions, telles que celles liées au changement climatique et aux défis posés à l'accès au financement, notamment, ceux découlant de « la réduction du risque » financiers, sont en dehors du contrôle des PEID; et la nécessité d'encourager les PEID à présenter des communications

sur ce qui est à la fois pertinent et réalisable, en fonction des priorités nationales et en utilisant des modèles existants ou nationaux.

En conclusion, les participants ont souligné l'importance des données dans le suivi des améliorations apportées en vue de garantir que le financement est utilisé de la manière la plus appropriée, et ont qualifié l'établissement de partenariats d'élément essentiel aux PEID pour la réalisation de leurs objectifs.

Un résumé plus détaillé du débat est disponible à l'adresse <http://www.iisd.ca/vol33/enb3323f.html>

**LES PAYS EN SITUATIONS PARTICULIERES:** Cette session, tenue jeudi après-midi 14 juillet, a été présidée par le vice-président de l'ECOSOC Cerna, et modérée par David Steven, Université de New York.

Le conférencier Youba Sokona, Centre Sud et vice-président du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, a déclaré qu'il est nécessaire de commencer par déterminer les priorités de développement au niveau des pays, soulignant la nécessité, pour les communautés politiques, de recherche et de pratique, d'y converger.

Le conférencier Jean-Marc Châtaigner, Institut français de recherche pour le développement, a signalé des lacunes au niveau du nombre de chercheurs par million d'habitants, et des décalages au niveau des taux d'homicide, entre les différents pays, et a déploré l'insuffisance de l'attention que la communauté internationale accordait, dans le passé, aux pays les moins avancés (PMA).

La conférencière Marina Djernaes, EcoPeace Middle East, a mis en garde contre la prise en otage de l'Environnement dans les situations de conflits ou l'attente, avant d'agir, que des accords de paix soient conclus.

Le conférencier Claudio Huepe Minoletti, Universidad Diego Portales, a souligné les défis, les complexités et les variations internes des pays à revenu intermédiaire (PRI) où, a-t-il déclaré, c'est le développement durable qui devrait être poursuivi en tant que moyen de la croissance, et non la croissance en tant que moyen de développement durable.

Le conférencier Stephen Chacha, Fondation philanthropique africaine, a appelé à la prévention des conflits et à des médiations plus efficaces, et à des communications annuelles sur l'état d'avancement de la réalisation des ODD dans les pays en situations particulières.

Les interventions du parterre ont focalisé, entre autres, sur: la nécessité de s'assurer que personne ne soit laissé pour compte, en dépit des croyances culturelles et politiques; l'harmonisation de Programme de développement durable d'ici 2030 avec d'autres accords mondiaux; les vulnérabilités des PEID et la limite de leurs ressources; la nécessité d'accroître le soutien en faveur des PMA, sans empiéter sur leur espace politique national; l'importance de la participation des Jeunes dans les processus de résolution des conflits; les arguments en faveur de l'établissement de nouvelles classifications et indices pour la mesure du développement des PRI; la nécessité de veiller à ce que les droits humains soient au centre du Programme de développement durable d'ici 2030; et les appels lancés au FPHN

à se concentrer sur la question cruciale de la mobilisation des ressources, à la fois, au niveau national, en aidant les pays à optimiser leur potentiel, et au niveau international.

Dans leurs remarques de clôture, les conférenciers ont souligné: que les enseignements tirés des OMD, qui n'ont été atteints par aucun pays en situation particulière, devraient constituer le point de départ; que le dialogue doit passer aux niveaux régional, national et local où les liens entre les différentes priorités transversales sont beaucoup plus clairs; et que l'investissement dans la recherche est indispensable.

Un résumé plus détaillé du débat est disponible à l'adresse <http://www.iisd.ca/vol33/enb3323f.html>

#### **DE L'INSPIRATION A L'ACTION: ENGAGEMENT**

**PLURIPARTITE POUR LA MISE EN ŒUVRE:** Présidé par le vice-président de l'ECOSOC, Lauber, cette session s'est tenue vendredi matin 15 juillet, et a englobé deux débats portant sur les thèmes suivants: "Veiller à ce que personne ne soit laissé derrière - Mise en œuvre du Programme de développement durable d'ici 2030 par les GGP" et "les démarches multipartites au niveau national - l'opportunité d'améliorer le suivi et l'évaluation à travers l'engagement des GGP". Barbara Adams, Global Policy Forum, a modéré les deux séances de discussions de la matinée.

**Veiller à ce que personne ne soit laissé derrière - Mise en œuvre du Programme de développement durable d'ici 2030 par les GGP:** Le commentateur Macharia Kamau, Représentant permanent du Kenya auprès de l'ONU, a donné un aperçu des préparatifs de la seconde Réunion de haut niveau (RHN 2) du Partenariat mondial pour une coopération efficace en matière de développement qui se tiendra en novembre 2016, et de ses liens avec le travail du FPHN. Il a déclaré que le Partenariat appelle à un nouvel accord pour améliorer l'efficacité et l'utilité de la coopération en matière de développement.

Berry Vrbancovic, Maire de Kitchener, Canada, a déclaré que les autorités locales et régionales ont un mandat puissant dans la conduite de la réalisation des ODD, et a souhaité voir la Déclaration ministérielle de l'édition 2016 du FPHN, souligner leur rôle.

L'intervenante Norma Munguía Aldaraca, Ministère des affaires étrangères, Mexique, a parlé des défis de la prise en compte et de l'intégration des thèmes transversaux dans son pays, visant à éviter la fragmentation.

L'intervenante Joan Carling, Asia Indigenous Peoples Pact, a proposé une liste d'actions permettant d'assurer l'inclusion des peuples autochtones, y compris leur représentation dans les instances nationales chargées du développement durable, et la collecte participative de données.

L'intervenante Yvonne Harz-Pitre, Association internationale de l'industrie des engrais, représentant le secteur du Commerce et Industrie, a souligné le rôle du secteur privé dans l'édification de partenariats de transformation en fournissant ressources et expertise.

Sarah Mendelson, Représentante des Etats-Unis auprès de l'ECOSOC, a souligné la nécessité de sensibiliser aux ODD dans son pays, la qualifiant d'opportunité transformationnelle permettant de remédier aux inégalités.



Marco Marzano de Marinis, Organisation mondiale des agriculteurs, a souligné le rôle des agriculteurs dans la réalisation d'une gamme d'ODD et a appelé les gouvernements à soutenir l'engagement des parties prenantes dans la réalisation des ODD.

Soulignant que le monde du bénévolat a dépassé l'axe Nord-Sud, Alok Rath, Voluntary Service Overseas International, a appelé au renforcement des capacités locales pour soutenir l'engagement des bénévoles et exploiter la puissance d'un milliard de bénévoles à travers le monde.

Le commentateur Frances Zainoeddin, Gray Panthers, a soutenu que l'âgisme est aussi répandu que le sexisme et le racisme et a souligné que le changement des mentalités passe par le renforcement des capacités et le traitement des vulnérabilités.

L'intervenant Peter Thomson, Représentant permanent de Fidji auprès de l'ONU et Président entrant de l'Assemblée générale de l'ONU (AGNU), a annoncé que sa présidence de l'AGNU comprendra une équipe de huit experts travaillant sur la réalisation des ODD, et qu'il endossait lui-même la responsabilité de montrer l'accomplissement de progrès significatifs dans chaque ODD, d'ici la fin de son mandat.

Le Bénin a exprimé l'espoir de voir la RHN 2 aborder le fait que 25% seulement de l'aide destinée aux pays sous-développés sont livrés aux personnes vivant dans le besoin. Le Sri Lanka a souligné les efforts visant à engager les parties prenantes dans son pays. Parlant au nom des Pays-Bas, Max van Deursen, un représentant des Jeunes, a parlé de sa chance d'être membre de la délégation néerlandaise, la qualifiant d'étape concrète vers l'inclusion des parties prenantes et l'amélioration de l'imputabilité.

Un résumé plus détaillé du débat est disponible à l'adresse <http://www.iisd.ca/vol33/enb3324f.html>

**Démarches multipartites au niveau national – L'opportunité d'améliorer le suivi et l'évaluation à travers l'engagement des grands groupes et autres parties prenantes (GGaPP):** La commentatrice Mabel Bianco, Fundación para Estudio e Investigación de la Mujer, a parlé d'une évaluation conduite par le grand groupe social des Femmes, qui a constaté que moins de 10% des évaluations volontaires nationales (EVN) ont impliqué la société civile depuis leur démarrage. La commentatrice Yetnebersh Nigussie, Light for the World, a déclaré que les ODD sont une nouvelle opportunité d'inclure les personnes handicapées en tant que contributeurs au développement durable.

L'intervenante Harriet Ludwig, Ministère fédéral de la coopération et du développement économique, Allemagne, a souligné que les efforts fournis par son pays pour faire participer les citoyens à l'Action 2030 et aux EVN, « en valent la peine » même si les choses ne sont pas toujours faciles.

La commentatrice Annisa Triyanti, les ENFANTS et les JEUNES, a déclaré que les jeunes sont déjà des rôles de leadership dans leurs communautés. La commentatrice Antonia Wulff, Education International, parlant au nom des SYNDICATS des TRAVAILLEURS, a proposé d'élargir « avec courage et cohérence » le champ du dialogue social en tant que moyen de surmonter les tensions entre le pilier économique et le pilier social du développement durable. Elle a également

exprimé sa préoccupation du fait que l'ODD 10 (réduction des inégalités) n'ait ni « institution mère » ni ministère pour assurer sa réalisation.

L'intervenant Carlos Sérgio Sobral Duarte, Représentant permanent adjoint du Brésil auprès de l'ONU, a déclaré que le dialogue multipartite dans son pays fait partie d'un processus continu qui est constamment amélioré.

Le commentateur Guéladio Cissé, Institut suisse des maladies tropicales et de santé publique, a appelé à une focalisation sur l'éducation et le renforcement des capacités, et sur la mobilisation de ressources adéquates pour la science, la technologie et l'innovation liées à la réalisation des ODD.

L'intervenante Inge Herman Rydland, Ministère des affaires étrangères de la Norvège, a affirmé qu'Action 2030 est fondée plutôt sur des besoins mutuels que sur des relations asymétriques entre les donateurs et les bénéficiaires, et a précisé que la mise en œuvre d'Action 2030 repose sur la participation active de l'ensemble des parties prenantes.

De la salle, Kepa, une organisation faitière d'ONG, parlant au nom de la FINLANDE, a déclaré que faire partie de la délégation officielle du pays lui a fourni l'occasion de partager ses points de vue, et a souligné le rôle de la société civile en tant qu'organe de surveillance. Together 2030, une initiative de la société civile, a parlé de l'initiative d'une plate-forme interreligieuse ghanéenne visant à promouvoir l'harmonie avec l'ODD 16 (Paix, Justice et Institutions fortes).

**LES EXPERIENCES REGIONALES:** Le Président de l'ECOSOC, Oh Joon, a présidé et modéré cette session qui a eu lieu vendredi après-midi.

Gamini Jayawickrama Perera, ministre du Développement durable et de la faune du Sri Lanka, a présenté les résultats du Forum régional d'Asie-Pacifique sur le développement durable, qui a approuvé une feuille de route régionale pour la mise en œuvre d'Action 2030. Ghada Waly, ministre de la Solidarité sociale, Egypte, a donné un aperçu des résultats du Forum régional africain sur le développement durable, appelant à une mise en œuvre intégrée d'Action 2030 et d'Action 2063. Janis Karklins, Représentante permanente de la République de Lettonie auprès de l'ONU à Genève, a déclaré que les pays de la Commission économique européenne (CEE) sont en train d'actualiser et d'adopter des cadres et objectifs politiques pour la mise en œuvre d'Action 2030.

Juan José Gómez Camacho, Représentant permanent du Mexique auprès de l'ONU, a déclaré que la Commission économique d'Amérique latine et Caraïbes organisera un forum politique et technique pour les pays de la région, pour l'échange de leurs expériences et la coopération dans le processus d'élaboration des indicateurs et des seuils de référence. Amjad Mohammad Saleh Al-Moumani, Représentant permanent adjoint de la Jordanie auprès des Nations Unies, a présenté les résultats de l'édition 2016 du Forum arabe pour le développement durable, organisé par la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale, soulignant, entre autres, les droits humains et civils, les services sociaux, la protection sociale et l'égalité des sexes.

Virachai Plasai, Association des nations d'Asie du Sud-Est, a décrit le rôle de l'organisation dans l'établissement de partenariats multilatéraux et régionaux plus solides dans la

région, et dans l'encouragement des pays à intégrer les ODD dans les plans régionaux et nationaux. Badre Eddine Allali, Ligue des États arabes, a souligné la nécessité de renforcer les capacités en matière de collecte et d'analyse des données dans la région arabe. Angela Missouri Sherman-Peter, Communauté des Caraïbes, a souligné le niveau élevé de la dette publique dans sa région, et la nécessité de renforcer la société civile et la capacité du secteur privé à aider à la mobilisation des ressources.

Christian Friis Bach, CEE-ONU, a déclaré que les forums régionaux pourraient être des « pôles d'accueil » pour les évaluations nationales et régionales, des recommandations statistiques et le renforcement des capacités. Shamsah Akhtar, Commission économique et sociale de l'Asie-Pacifique (CESAP), a appelé à une démarche systémique propice au renforcement des interactions et à la conception de solutions efficaces pour le développement durable. Rima Khalaf, Commission économique et sociale de l'Asie occidentale, a déclaré que les conflits, l'occupation étrangère et les défis environnementaux menacent les gains de développement déjà maigres dans la région.

Alicia Bárcena, Commission économique et sociale de l'Amérique latine et des Caraïbes (CEPALC), a appelé à un « nouveau keynésianisme » permettant d'impulser les politiques d'investissement collectif, de relever les défis environnementaux et de protéger les emplois. Giovane Biha, Commission économique africaine, a présenté un exercice cartographique montrant la complexité et les possibilités d'harmonisation entre les ODD et les objectifs d'Action 2063, qui formera la base des résultats intégrés et le cadre du suivi des deux Programmes.

De la salle, les participants ont évoqué, entre autres: la valeur des réunions consultatives régionales pour l'apprentissage par les pairs; la nécessité de permettre à chaque région de déterminer ses propres termes de référence pour les évaluations régionales; et l'ODD 16, comme priorité pour de nombreux pays. Ils ont également souligné la nécessité: de faire en sorte que les enseignements tirés parviennent aux niveaux national et local; d'adopter des mécanismes de reddition de comptes au niveau régional; d'une représentation adéquate de la société civile dans les processus régionaux; et d'une disponibilité de l'interprétation gestuelle et d'une version en Braille aux réunions des forums régionaux.

Un compte rendu plus détaillé de cette session est disponible à l'adresse: <http://www.iisd.ca/vol33/enb3324f.html>

**LA SESSION DE SYNTHÈSE:** Le Président de l'ECOSOC, Oh Joon, a répertorié les principaux messages des discussions de la semaine: l'insertion sociale; l'octroi d'une attention aux plus vulnérables; des politiques et des institutions pour le soutien de l'inclusion; la participation de l'ensemble des parties prenantes; et le rôle des forums régionaux pour relier les processus nationaux et mondiaux. Il a souligné que ses messages seront transmis aux chefs d'État et ministres lors de la réunion ministérielle.

### LA REUNION MINISTERIELLE

Ouvrant le segment ministériel, le président de l'ECOSOC, Oh Joon, a souligné les défis consistant à déterminer et à atteindre ceux qui ont été laissés derrière, et à assurer des avancées. Il a exhorté les États membres à prendre les « pépites d'innovation » partagées par d'autres pays et à les mouler à leurs contextes locaux.

Le Président de l'Assemblée générale de l'ONU, Mogens Lykketoft, a appelé les États membres à utiliser pleinement les potentialités du FPHN, et a encouragé la lutte contre les causes profondes des problèmes actuels, tels que l'inégalité, l'exclusion et le chômage des jeunes.

Le vice-secrétaire général de l'ONU, Jan Eliasson, a appelé au partage d'expériences et de leadership transformatif, assurant les États membres de l'appui du système des Nations Unies.

### PRINCIPAUX MESSAGES DE LA PREMIÈRE SEMAINE DU FPHN: NOTRE POINT DE DÉPART:

Cette session a été présidée par le président de l'ECOSOC, Oh Joon. Jürg Lauber, représentant permanent de la Suisse auprès des Nations Unies et vice-président de l'ECOSOC, a souligné parmi les principaux résultats des discussions de la semaine précédente, la nécessité de: renforcer les instituts nationaux de statistique; d'atteindre les plus marginalisés en premier; de revitaliser le partenariat mondial; la coopération, la science, la technologie et l'innovation (STI); et de consacrer le RMDD de 2019 au traitement des thèmes émergents et des goulots d'étranglement.

Le Vice-président de l'ECOSOC, Cerna, a souligné, entre autres, la nécessité: de générer l'appropriation des ODD par les niveaux national et communautaire; d'intégrer le Programme de développement durable d'ici 2030 dans les plans nationaux et infranationaux; d'impliquer les gouvernements locaux et infranationaux; d'impliquer les parties prenantes; de relever les défis posés aux pays en situation particulière; de travailler avec les instances régionales; et d'assurer des communications nationales volontaires (CNV), solides et participatives.

**LES ALLOCUTIONS LIMINAIRES:** Au cours d'une session présidée par le Président de l'ECOSOC, Oh Joon, Erna Solberg, Premier ministre de la Norvège, a déclaré que les ODD traitent des causes profondes des défis rencontrés par le monde, et leur réalisation constitue la tâche la plus importante de notre génération.

Đặng Thị Ngọc Thịnh, vice-président du Viet-Nam, a souligné la nécessité d'une forte volonté politique et d'une évolution vers une démarche interconnectée, interdépendante et holistique du développement.

**ATTEINDRE LES PLUS VULNÉRABLES:** Cette session a été présidée par le président de l'ECOSOC, Oh Joon, et modérée par Guy Ryder, OIT.

Le conférencier Hugo Roger Martínez Bonilla, ministre des Affaires étrangères du Salvador, a déclaré que son pays est pionnier dans la mise en œuvre du Programme de développement durable d'ici 2030, de par le traitement de l'inégalité et de la vulnérabilité à travers la politique publique, et ce, en dépit de nombreux défis.

Encourageant le placement d'un accent prononcé sur les jeunes et les migrants, parmi ceux qui sont restés derrière, le conférencier Shahidul Haque, ministre des affaires étrangères du Bangladesh, a souligné le potentiel des stratégies d'inclusion financière pour l'autonomisation de ces groupes.

La conférencière Rita Schwarzelühr-Sutter, ministre fédéral de l'environnement, de la préservation de la Nature, du bâtiment et de la sûreté nucléaire, Allemagne, a encouragé la protection sociale pour les personnes les plus exposées à des risques, et

l'utilisation des budgets publics pour réduire les disparités, à travers, par exemple, la réforme des subventions accordées aux combustibles fossiles.

Christian Friis Bach, Commission économique européenne, a appelé à coupler les médias sociaux et la technologie avec les ODD pour améliorer le suivi.

Soulignant que « ne laisser personne derrière » est une promesse relevant des droits humains, la commentatrice Kate Gilmore, haute commissaire adjointe des Nations Unies aux droits de l'homme, a appelé à une large participation et à l'accès aux processus décisionnels et à la désagrégation des données pour trouver ceux qui ont été laissés derrière.

Au cours du débat qui a suivi, les participants ont plaidé pour une mondialisation inclusive; des systèmes de protection sociale; et l'octroi d'un intérêt important aux défis de la sexospécificité, de la disponibilité des données et du handicap.

Un résumé plus détaillé du débat est disponible à l'adresse <http://www.iisd.ca/vol33/enb3325f.html>

### LES DÉFIS DES PAYS EN SITUATIONS

**PARTICULIÈRES:** Cette session a été présidée par le président de l'ECOSOC, Oh Joon. Dans son discours, Tawakkol Abdel-Salam Karman, Prix Nobel de la paix en 2011, a présenté la volonté de réaliser, comme étant une exigence clé pour les ODD, et a déclaré que les considérations nationales ne doivent pas devenir une justification pour la non réalisation du Programme de développement durable d'ici 2030.

Le modérateur Gyan Chandra Acharya, haut représentant des pays les moins avancés (PMA), des pays en développement sans littoral (PDSL) et des petits États insulaires en développement (PEID), a souligné la reconnaissance des défis multidimensionnels posés aux pays en situation particulière, dans le Programme de développement durable d'ici 2030, et a appelé à la cohérence avec les programmes d'action d'Istanbul et de Vienne et avec la SAMOA Pathway.

Álvaro García, Office de la planification et du budget de la présidence, Uruguay, a présenté la gouvernance, les indicateurs, l'affectation de fonds au suivi des résultats, et les mécanismes de dialogue social, comme étant autant d'éléments cruciaux pour la réalisation des ODD.

Helen Clark, Programme des Nations Unies pour le développement, a appelé: à des efforts visant à lutter contre les déterminants sociaux de la vulnérabilité; au soutien à la collecte de données de référence; et à des partenariats pour permettre la pleine participation de ceux restés derrière.

Dame Meg Taylor, Secrétariat du Forum des îles du Pacifique, a appelé à la définition du terme « fragilité » en rapport avec l'intégration des effets climatiques, et a présenté ses réflexions sur l'aide internationale.

Ricardo Cardona, ministre du développement social, Honduras, a souligné les efforts de son pays visant à concrétiser les ODD, et a souligné la nécessité de la réalisation des engagements pris pour le Financement du Développement (FdD).

Karina Gould, secrétaire parlementaire pour le développement international, Canada, a indiqué que le Canada est en train de recentrer sa politique d'aide internationale pour atteindre les plus pauvres et les plus vulnérables, et a souligné l'importance de l'égalité entre les sexes pour parvenir à la paix, à la prospérité et à des solutions durables.

Shamshad Akhtar, Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, a donné un aperçu des défis auxquels sont confrontés de nombreux pays d'Afrique et d'Asie-Pacifique en particulier, et des efforts fournis par les commissions régionales pour les relever.

Au cours du débat, les participants ont souligné, entre autres: l'importance de traiter les causes profondes des problèmes des pays en situation particulière pour faire face à la crise des réfugiés; la nécessité d'une attention suffisante aux PEID au cours des discussions; et la nécessité d'investir dans les infrastructures de transport.

Un compte rendu plus détaillé du débat est disponible à <http://www.iisd.ca/vol33/enb3325f.html>

**DÉBLOQUER LES MME DESTINÉS AUX ODD ET CRÉER UN ENVIRONNEMENT FAVORABLE:** Cette session a été présidée par le vice-président de l'ECOSOC, Cerna, qui a présenté les résultats de l'édition 2016 du Forum de l'ECOSOC sur le FdD. Il a déclaré que le Forum a reconnu le lien étroit entre le Programme de développement durable d'ici 2030 et le Programme d'action d'Addis-Abeba (PAAA), et s'est félicité de la démarche de suivi recommandée par le Groupe de travail interinstitutionnel sur le FdD.

Le modérateur Ardalan Shekarabi, ministre de l'administration publique, Suède, a demandé aux intervenants d'aborder les voies et moyens de mobiliser le financement, les STI et le renforcement des capacités, et les perspectives concernant les MME.

Neven Mimica, Commissaire européen pour la coopération internationale et le développement, a appelé: à une utilisation plus intelligente de l'APD à travers le recours à des instruments adaptés aux contextes locaux; à l'amélioration de la mobilisation des ressources par la lutte contre l'évasion fiscale et les flux financiers illicites; et à la promotion de l'efficacité du développement en favorisant la coordination.

Michelle Muschett, vice-ministre du développement social, Panama, a déclaré que son pays a adopté le Programme de développement durable d'ici 2030, par décret présidentiel, a créé, pour le suivi, une commission impliquant la société civile, et a attribué les responsabilités au sein du gouvernement.

Soulignant les défis posés à l'environnement macroéconomique mondial, Mahmoud Mohieldin, Banque mondiale, a souligné l'importance des données et des partenariats avec le secteur privé et la société civile pour compléter la mobilisation des ressources et l'aide internationale.

Axel Bertuch-Samuels, Fonds monétaire international, a souligné les efforts fournis par son organisation pour soutenir le Programme de développement durable d'ici 2030, y compris l'amélioration de l'accès aux ressources à des conditions concessionnelles et l'assistance technique aux réformes fiscales.

Douglas Frantz, OCDE, a déclaré que l'augmentation de 4% de l'aide bilatérale, de la part des membres, pour les pays les plus pauvres en 2015 était « vitale, mais insuffisante », et a souligné que de petites aides peuvent débloquer des milliards.

Vaughan Turekian, conseiller scientifique et technologique auprès du Secrétaire d'État américain, a déclaré que les scientifiques, les innovateurs et les ingénieurs font partie intégrante de la réalisation des ODD, et a qualifié le Forum des STI d'étape importante pour la participation de ces communautés.

Au cours du débat qui a suivi, les participants ont appelé: à des réformes permettant de corriger les déséquilibres du système commercial mondial; à des outils de transparence; à des environnements favorables; et au partage des expériences.

Un résumé plus détaillé du débat est disponible à <http://www.iisd.ca/vol33/enb3325f.html>

#### **DECLARATION SPECIALE DU SECRETAIRE**

**GENERAL DE L'ONU:** Mardi 19 juillet, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a présenté les principaux messages du premier rapport d'étape sur les ODD; a appelé à une participation active aux travaux du FPHN; a qualifié l'ENV d'élément clé du FPHN; a promis le plein appui de l'ONU dans le processus de réalisation du Programme de développement durable d'ici 2030 ; et a souligné la nécessité d'améliorer la qualité de l'APD. Il a appelé les États membres à ratifier l'Accord de Paris, et « l'engagement à ne jamais connaître de répit » avant qu'un monde de paix, de dignité et d'opportunité pour tous, ne soit atteint.

#### **LES PERSPECTIVES AVENIR (LES PROJECTIONS, LES SCENARIOS ET LES THEMES NOUVEAUX):**

Cette séance a eu lieu mercredi après-midi 20 juillet. Elle a été présidée par le vice-président de l'ECOSOC, Lauber, et animée par Irina Bokova, directrice générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

Bokova a qualifié le Programme de développement durable d'ici 2030 de rupture avec les façons habituelles de penser et de concevoir les politiques; a souligné l'importance des STI, y compris l'alignement opéré entre le Programme de développement durable d'ici 2030 et l'Accord de Paris; et a appelé à une interface science-politique plus forte.

Gaviria a souligné l'importance d'une planification intégrée à long terme et efficace au point de vue coût, en décrivant les efforts « territoriaux » de planification urbaine fournis dans son pays, sur la base d'une cartographie des besoins futurs dans des domaines tels que ceux de la santé, de l'éducation et de l'énergie.

Edgar Gutiérrez Espeleta, Président de la deuxième Assemblée des Nations Unies sur l'Environnement (UNEA) du Programme pour l'environnement des Nations Unies, et Ministre de l'environnement et de l'énergie du Costa Rica, a souligné l'importance de la volonté politique, de la hiérarchisation des priorités et des partenariats pour la réalisation des ODD, et a déclaré que le droit nouveau à un environnement sain doit être reconnu et promu.

Soulignant que la science doit servir de base à l'élaboration de la politique de mise en œuvre des ODD, Fumiko Kasuga, directeur de Future Earth Global Hub, a souligné que les pays en développement ne doivent pas suivre la même voie de développement que celle empruntée par les pays développés, et a appelé chaque réunion du FPHN à consacrer une session aux thèmes nouveaux.

Stewart Lockie, Université James Cook, a appelé à une recherche participative multidimensionnelle et au renforcement des capacités dans les zones et les régions les plus démunies; et à une focalisation sur des technologies « adaptées à la cause ».

Nebojsa Nakicenovic, Institut international pour l'analyse des systèmes appliqués, a souligné la valeur des scénarios fondés sur des preuves pour le soutien des prises de décision concernant les ODD, affirmant qu'un changement transformationnel est

possible à réaliser sur une période de 15 ans. Il a souligné les multiples gains et avantages d'une réalisation de tous les ODD simultanément.

Dans le débat qui a suivi, le Sri Lanka a convenu que les scénarios jouent un rôle clé dans la détermination des évolutions positives permettant de soutenir de petites empreintes écologiques, la paix et la prospérité. Le Salvador a appelé à un processus plus participatif pour les préparatifs de l'UNEA en 2017. Le grand groupe des Enfants et des Jeunes a recommandé un examen thématique des aspects environnementaux du Programme de développement durable d'ici 2030. Le délégué du grand groupe du Commerce et Industrie a souligné le rôle critique de ce secteur pour la mobilisation du public, des ressources et de l'innovation. Le représentant de Together 2030 a signalé l'existence d'un décalage entre le niveau d'ambition retenu pour les ODD et les voies de développement en cours dans de nombreux pays, appelant à une interface plus forte « politique-science-société ».

Le délégué du groupe des parties prenantes représentant les personnes handicapées a souligné l'importance de la participation des parties prenantes dans la réalisation du Programme de développement durable d'ici 2030. Le délégué des peuples autochtones a déclaré que la participation va au-delà de la consultation et nécessite des mécanismes institutionnels.

L'Union internationale des télécommunications a suggéré la « connectivité » comme thème à examiner au cours des futures réunions du FPHN.

En conclusion, Gutiérrez a encouragé une focalisation sur les interconnexions entre les différents ODD, et une coopération plus étroite entre les organismes des Nations Unies. Nakicenovic a souligné l'importance des STI, en particulier « les ressources renouvelables » des savoir-faire et capacités humaines. Kasuga a déclaré que la technologie doit être combinée avec la communication, et a soutenu l'établissement de mécanismes institutionnels pour la participation. Lockie a indiqué qu'une interface science-politique efficace exige une reconnaissance des droits et savoirs des parties prenantes.

#### **LES EVALUATIONS NATIONALES VOLONTAIRES:**

Cinq séances consacrées à la question des ENV ont eu lieu au cours des deux derniers jours de la réunion ministérielle, 22 pays présentant chacun son ENV.

**Evaluations nationales volontaires 1:** Cette session, tenue mardi matin 19 juillet, a été présidée par le vice-président de l'ECOSOC, Jürgenson, et modérée par Robert Glasser, Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU, chargé de la réduction des risques de catastrophe.

Présentant l'ENV du Mexique, Francisco Guzmán Ortiz, cabinet présidentiel, a déclaré que son pays: a créé un comité technique spécialisé chargé du suivi de la réalisation des objectifs de développement durable (ODD); a créé une plate-forme nationale en ligne pour le partage des bonnes pratiques, des politiques et des avancées technologiques; et prévoit de créer une commission de haut niveau chargée de la réalisation des ODD, dirigée par le Président et englobant le milieu universitaire et la société civile.

Mohamed El Ouafa, ministre délégué auprès du Chef du Gouvernement, chargé des affaires générales et de la gouvernance, Maroc, a déclaré que son pays a mené plusieurs

consultations sur le Programme de développement durable d'ici 2030, et a décrit: le plan national pour le développement industriel; Plan Maroc Vert; le programme d'énergie renouvelable; la stratégie de tourisme vert à l'horizon 2030; le projet d'égalité des sexes; et le programme de logement et d'aide économique.

Manuel Sager, Coopération suisse au développement, Suisse, a mis en exergue cinq éléments du plan d'action de la Suisse: engagement au niveau politique le plus élevé; partenariats entre les différents niveaux de gouvernements et avec les parties prenantes; la cohérence et la coordination; un système de contrôle du développement durable; et la mobilisation des ressources et de l'aide internationale. Présentant les vues du secteur privé, Sabine Döbeli, Finance durable suisse, a déclaré que le plan d'action se concentre davantage sur les risques que sur les opportunités, et que le système de suivi devrait rendre compte de l'empreinte globale de la Suisse.

Milorad Šćepanović, ministère des affaires étrangères, Monténégro, a souligné l'importance du partage des bonnes pratiques et a appelé le système des Nations Unies à fournir son aide de manière intégrée. Jelena Knezevic, ministère du développement durable et du tourisme, Monténégro, a mis en exergue: le processus de planification et de consultation politique pour la réalisation des ODD; une approche par étape de l'intégration des indicateurs des ODD dans les systèmes de suivi nationaux; et les étapes du processus d'évaluation d'avant 2030.

Qualifiant les pertes de recettes intérieures du pays et son rétablissement post-Ebola, de défis majeurs, Patrick Saidu Conteh, ministre d'État II, ministère des finances et du développement économique de la Sierra Leone, a déclaré que le pays: a publié une version simplifiée des ODD; s'est engagé dans des activités de sensibilisation; a aligné son programme pour la prospérité et le budget national sur les ODD; et a rédigé des indicateurs spécifiques au pays.

La commentatrice experte, Rachel Kyte, représentante spéciale du SGNU, chargée de l'énergie durable pour tous, a souligné l'importance: de l'intégration des ODD dans les processus de planification existants; de se doter d'institutions fortes; de l'inclusivité; et de l'équité intergénérationnelle.

La commentatrice Sandra Andovska, ex-République yougoslave de Macédoine, a souhaité en savoir davantage sur la façon dont les pays présentant leurs ENV envisagent l'intégration des jeunes, du secteur privé et des groupes fragiles dans le processus de réalisation nationale des ODD.

En réponse, Ortiz a souligné l'importance d'une implication de haut niveau dans la réalisation des ODD. El Ouafa a souligné la nécessité de larges consultations avec les jeunes. Sager a donné un aperçu à la fois du leadership ascendant et du leadership descendant qui intègre les jeunes et le secteur privé. Šćepanović a parlé de la démarche du Monténégro, fondée sur les droits humains. Conteh s'est déclaré d'avis que les jeunes doivent être impliqués dans le processus de développement. Un résumé plus détaillé du débat est disponible à l'adresse <http://www.iisd.ca/vol33/enb3326f.html>

**Evaluations nationales volontaires 2:** Cette session a été présidée par le vice président de l'ECOSOC Shava, et modérée par Geraldine Fraser-Moleketi, Banque africaine de développement.

Soulignant que le FPHN devrait être utilisé pour le partage de bonnes pratiques et de critiques constructives, Erna Solberg, Premier ministre de la Norvège, a souligné: que chaque ministère est en train d'analyser les ODD et les objectifs intermédiaires dans le domaine relevant de sa responsabilité; l'état d'avancement des communications annuelles; les efforts visant à assurer une éducation de qualité pour tous; et la participation des peuples autochtones et de la société civile en tant qu'éléments clés de la mise en œuvre du Programme de développement durable d'ici 2030 de la Norvège. Parlant au nom de la société civile norvégienne, Martin Østerdal, Conseil norvégien chargé des Enfants et des Jeunes, a déclaré que les ODD ne sont réalisables que si les gouvernements se tiennent avec la société civile, au lieu de l'opprimer.

Herilanto Raveloharison, ministre de l'économie et de la planification, Madagascar, a souligné: la mise en place d'un cadre institutionnel pour la réalisation des ODD; la tenue de deux consultations nationales; l'entreprise d'initiatives directes visant à atteindre l'équité et la non-exclusion et englobant une politique de protection sociale; et les efforts visant à élaborer une stratégie nationale de mobilisation des ressources et à intégrer une comptabilité du capital naturel dans la planification nationale.

David Zalkaliani, premier vice-ministre des affaires étrangères, Géorgie, a parlé d'un Groupe de travail technique conjoint pour les ODD, regroupant des experts des ministères de tutelle et de l'Office national des statistiques; l'octroi d'une priorité à 14 ODD; et l'intégration des ODD dans le plan de travail annuel du gouvernement.

Halit Çevik, représentant permanent de la Turquie auprès de l'ONU, a décrit: les efforts fournis pour l'intégration des ODD dans le 11<sup>e</sup> Plan de développement national qui sera émis prochainement; le plan de renforcement de la Commission de coordination du développement durable et l'actualisation des indicateurs existants; et le rôle émergent de la Turquie en tant que donateur de la coopération au développement, avec la fourniture de 0,54% du son RNB pour l'ADP en 2015.

Fraser-Moleketi a parlé d'innovations introduites dans les communications, tels que le partage de l'établissement des rapports par les gouvernements et les parties prenantes, et a encouragé la pleine intégration et « institutionnalisation » des ODD.

Le commentateur Thoriq Ibrahim, ministre de l'environnement et de l'énergie, Maldives, a souligné la nécessité de localiser les ODD et a déclaré que la priorisation ne porte préjudice ni à l'universalité ni à l'indivisibilité des objectifs.

Solberg a déclaré que la lutte contre le « marché noir » pourrait fournir des ressources pour la mise en œuvre. Raveloharison a souligné la nécessité d'une croissance inclusive permettant d'éviter le déclenchement de crises. Zalkaliani a indiqué que les structures de coordination jouent un rôle important dans l'intégration des ODD dans le travail gouvernemental. Çevik a déclaré que les ODD fournissent une vision de la manière d'orienter les plans quinquennaux de son pays.

Un résumé plus détaillé du débat est disponible à l'adresse <http://www.iisd.ca/vol33/enb3326f.html>

**Evaluations nationales volontaires 3:** Cette session, tenue mardi après-midi 19 juillet, a été présidée par le vice-président de l'ECOSOC Cerna. Elle a été modérée par Babatunde Osotimehin, directeur exécutif du Fonds des Nations Unies pour la Population.

Kimmo Tiilikainen, ministre de l'agriculture et de l'environnement, Finlande, a déclaré que le Secrétariat de la coordination du développement durable du pays est géré par le cabinet du premier ministre, et que la stratégie de développement et la politique de développement durable ont été actualisées en 2016 et alignées sur le Programme de développement durable d'ici 2030. Rilli Lappalainen, plate-forme finlandaise des ONGD auprès de l'UE, Kehys, a signalé que l'ENV ne mentionne pas le niveau de l'APD de la Finlande.

Sili Epa Tuioti, ministre des finances, Samoa, a déclaré que le pays a mené une évaluation consultative de sa stratégie de développement de 2012-2016 par rapport aux ODD, dont le résultat constitue la base de sa stratégie de développement de 2016 à 2020, et qu'il a produit des indicateurs nationaux.

Matia Kasajja, ministre des finances, de la planification et du développement économique, Ouganda, a déclaré que le deuxième plan de développement de l'Ouganda se concentrera sur les secteurs de l'agriculture, du tourisme et des minéraux, et a mis en exergue la promulgation d'une nouvelle législation visant à attirer les investissements privés.

Thomas Silberhorn, ministère de la coopération et du développement économiques, Allemagne, a souligné: la prise en compte de tous les aspects des ODD et la comptabilisation des impacts des mesures prises au-delà des frontières nationales. Rita Schwarzelühr-Sutter, ministère de l'environnement, de la préservation de la nature, du bâtiment et de la sûreté nucléaire, Allemagne, a parlé d'un certain nombre de stratégies visant à réduire l'empreinte écologique de l'Allemagne, y compris les stratégies nationales pour la biodiversité et la consommation durable. Ansgar Klinger, Union allemande pour l'éducation, a appelé à des options structurées et contraignantes pour la participation des parties prenantes dans le Programme de développement durable d'ici 2030.

La commentatrice experte, Marianne Beisheim, Institut allemand des affaires internationales et de la sécurité, a exhorté les États Membres à envisager, pour les ENV, un format encourageant l'apprentissage, et a posé des questions sur le choix des instruments de mise en œuvre; le soutien de la riposte aux défis systémiques, tels que le changement climatique; et les questions du suivi et de l'aide.

La commentatrice Ana María Baiardi, ministre de la Femme, Paraguay, a souhaité être édifiée sur la façon dont les pays sont en train de garantir une large participation et l'intégration de la perspective sexo-spécifique dans l'ensemble des 17 objectifs. Le commentateur Morten Jespersen, sous-secrétaire d'État pour le développement et la coopération internationale, Danemark, a souhaité savoir comment les pays pourraient: soutenir l'appropriation du Programme de développement durable d'ici 2030; éviter la négligence de certains ODD tout en donnant la priorité à d'autres; et localiser les Objectifs.

Un résumé plus détaillé du débat est disponible à l'adresse <http://www.iisd.ca/vol33/enb3326f.html>

**Evaluations nationales volontaires 4:** Cette séance, tenue mercredi matin 20 juillet, a été présidée par le vice-président de l'ECOSOC Shava, et modérée par Kathy Calvin, présidente-directrice générale de la Fondation Nations Unies.

Komi Sélom Klassou, Premier ministre du Togo, a déclaré que les efforts visant à intégrer les ODD dans les politiques nationales ont englobé la tenue, au profit de la communauté francotél., d'un atelier qui a mis en présence plus de 100 parties prenantes, et a précisé que les plans nationaux de développement durable seront validés d'ici la fin de l'année.

Hanno Pevkur, ministre de l'Intérieur de l'Estonie, a parlé de la réalisation pionnière, par son pays, de « e-solutions » pour la bonne gouvernance, la transparence, l'utilisation efficace des ressources et le développement humain, et a mis en exergue, entre autres défis qui restent à relever, l'atténuation du changement climatique et la réduction de l'écart salarial entre les sexes.

Rosemarie G. Edillon, National Economic and Development Authority, Philippines, a mis l'accent sur: les enseignements tirés des OMD et qui sont applicables aux ODD, tels que: une affectation claire des responsabilités et l'intégration d'un plan de financement dans le plan de mise en œuvre; les mesures visant à renforcer la sensibilisation des parties prenantes gouvernementales et non gouvernementales à travers des ateliers; la détermination des priorités nationales parmi les objectifs; et les efforts visant à remédier au manque de données à travers l'établissement de partenariats.

Le commentateur expert, Adil Najam, Université de Boston, a soulevé des questions sur: la valeur des ODD dans la fourniture d'efforts nationaux supplémentaires à ce qui est déjà accompli; les MMCE disponibles; et le processus d'apprentissage mutuel.

Le commentateur principal, Arvind Panagariya, NITI Aayog, Inde, a souhaité en savoir davantage sur les plans de développement durable de l'Estonie pour les 15 prochaines années, et a déclaré que la croissance économique est vitale pour la réalisation des objectifs sociaux.

Répondant aux questions de la salle, Edillon a déclaré que le Président récemment élu des Philippines croit au principe de responsabilités différenciées dans le domaine de l'atténuation des changements climatiques. Klassou a mis l'accent sur l'insertion des jeunes, des personnes âgées et des handicapés.

**Evaluations nationales volontaires 5:** Cette séance, tenue mercredi matin 20 juillet, a été présidée par le vice-président de l'ECOSOC, Lauber. Simón Gaviria, ministre de la planification nationale, Colombie, a présenté l'ENV de son pays, signalant: que les ODD ont été intégrés dans le plan national de développement en juin 2015, avant l'adoption du Programme de développement durable d'ici 2030; qu'une commission de haut niveau a été mise en place pour assurer une mise en œuvre effective; et que les cibles des ODD ont été intégrées dans le budget national de 2017.

La Norvège a souhaité en apprendre davantage sur l'approche de la Colombie dans l'alignement de sa stratégie post-conflit avec le Programme de développement durable d'ici 2030. L'Espagne a souhaité en savoir davantage sur le rôle du secteur privé dans le plan national de développement de la Colombie. Le représentant de Together 2030 a demandé des

précisions sur la façon dont la Colombie envisage de surmonter ses tensions politiques. En réponse, Gaviria a souligné: la contribution de la société civile; des plans pour l'engagement et la régulation des investisseurs; et des efforts pour le traitement des inégalités.

Soulignant que la Vision 2030 du pays est aligné sur les ODD, Sahar Nasr, ministre de la Coopération internationale, Égypte, a souligné l'importance de la création d'emplois pour les jeunes, d'une infrastructure durable et de l'amélioration du logement, donnant un aperçu des initiatives prises pour la concrétisation de ces priorités.

Le Liban a demandé des détails à propos de la contribution des investissements dans l'infrastructure à la création d'emplois en Egypte. La Banque mondiale a parlé de sa promptitude à soutenir l'infrastructure de l'énergie renouvelable et la conduite d'une étude de la pauvreté en Egypte, qui aborde la question des inégalités. Le délégué des Enfants et des Jeunes, parlant au nom des GGaPP, a souhaité en savoir davantage sur les politiques visant à garantir l'accès des femmes et des filles aux services de base et sur les plans visant à soutenir la collecte des données des citoyens, entre autres questions.

En réponse, Nasr: a parlé de l'infrastructure en tant que générateur de relance budgétaire, de connectivité et d'emploi; a souligné l'importance des données nationales et infranationales pour les décideurs; et a annoncé la mise en place d'une unité gouvernementale chargée de l'intégration de l'égalité des sexes dans la conception, l'élaboration et la mise en œuvre des projets.

Ségolène Royal, ministre de l'environnement, de l'énergie et des affaires maritimes, France, a parlé des liens étroits entre le changement climatique et les ODD, signalant que bon nombre d'ODD ont été inscrits dans le préambule de l'Accord de Paris. Elle a qualifié les lois de son pays concernant la transition énergétique et la biodiversité de deux « piliers » à l'appui de ses engagements, et a mis en exergue le rôle des femmes.

La Chine a demandé à la France d'élaborer sur les liens entre le changement climatique et le Programme de développement durable d'ici 2030. Signalant que le financement consacré aux questions relatives aux femmes ne représente qu'une petite fraction de l'aide multilatérale de la France, le grand groupe des Femmes a appelé à un équilibre entre les dimensions économiques, sociales et environnementales du développement.

Royal a indiqué qu'il y a des liens clairs et visibles entre le climat et les programmes de développement durable.

Présentant l'ENV de la Chine, Li Baodong, vice-ministre des Affaires étrangères, Chine, a déclaré que son pays a, entre autres initiatives: intégré le Programme de développement durable d'ici 2030 dans le 13<sup>e</sup> plan quinquennal; mis en place un mécanisme de coordination interinstitutionnelle pour la planification et la mise en œuvre; et assigné des tâches aux ministères spécifiques pour la mise en place de mécanismes et de plans détaillés.

La France a souhaité en savoir davantage sur la façon dont la Chine allait intégrer la lutte contre le changement climatique dans sa politique de développement Sud-Sud. Le porte-parole des GGaPP a demandé des éclaircissements sur la collecte des données et sur le renforcement des liens entre les milieux rural et urbain.

Li a répondu que la Chine a l'intention de faire davantage pour renforcer les capacités des PMA dans le domaine de la lutte contre le changement climatique, et a donné un aperçu des efforts visant à fournir des voies de télécommunication et des fréquences radio à sa population rurale.

Ricardo José Menéndez, vice-président chargé de la planification et de l'information au ministère du Pouvoir populaire pour la planification, Venezuela, a déclaré qu'un conseil des ministres, nouvellement créé, veille à ce que le plan national soit compatible avec les ODD.

La Chine a demandé une élaboration sur les mécanismes institutionnels pour l'intégration du Programme de développement durable d'ici 2030 au Venezuela. Le délégué des Seychelles a souhaité en savoir davantage sur la façon dont le plan national du Venezuela a été aligné sur les ODD. Le délégué des Enfants et les Jeunes, parlant au nom de l'ensemble des GGaPP, a soulevé des questions portant sur: les droits des personnes handicapées; les efforts fournis pour lutter contre la faim; et la compensation de l'impact environnemental des catastrophes. Dans sa réponse, Menéndez a mis en exergue la participation directe des parties prenantes et la consultation dans la phase de planification, et le défi de la transition d'un Etat « rentier ».

Soulignant les étapes et mesures entreprises pour mettre en œuvre les ODD, Choi Jongmoon, sous-ministre chargé des affaires multilatérales et internationales, République de Corée, a souligné la nécessité d'intégrer les ODD dans la Commission présidentielle nationale de développement durable, de son pays, qui produit des plans tous les cinq ans et évaluations, tous les deux ans. Il a parlé de l'objectif de son pays consistant à augmenter sensiblement son APD.

Au cours du débat qui a suivi, le Mexique a souhaité en savoir davantage sur la stratégie de création d'emplois de la République de Corée, compte tenu du ralentissement économique. Le Réseau de la société civile coréenne pour les ODD a déploré l'absence de plans concrets pour la mise en œuvre des ODD et le manque de coordination interministérielle, demandant la tenue de consultations de meilleure qualité. La Banque mondiale a souhaité en apprendre davantage sur les plans de la République de Corée concernant l'Accord de Paris.

En réponse, le délégué de la République de Corée a mis en exergue: la promotion de l'emploi dans le secteur public; le soutien financier au secteur privé; les plans pour des discussions plus concrètes avec la société civile; et une feuille de route détaillée pour la mise en application de l'Accord de Paris.

**LE DÉBAT GÉNÉRAL:** Au cours des sessions de débat général tenues chaque jour de la réunion ministérielle, les représentants des États membres ont traité de l'édition 2016 du FPHN. Mardi 19 juillet, le Sous-secrétaire général Wu a présenté le rapport du Secrétaire général de l'ONU intitulé « Mise en œuvre du programme de développement durable pour l'après 2015: passer de l'engagement à la réalisation » (E/2016/64) et la note du Secrétaire général de l'ONU sur l'infrastructure pour le développement durable (E/2016/70); et José Antonio Ocampo, président du Comité des politiques de développement (CDP), a présenté le rapport de la CDP (E/2016/33).

Wu a indiqué que le rapport du Secrétaire général analyse les mesures visant à assurer une base solide pour la réalisation du programme de développement durable d'ici 2030 qu'il focalise sur la conception de stratégies et de politiques nationales de développement durable. S'agissant de la note portant sur l'infrastructure à mettre en place pour le développement durable, Wu a mis en relief sa recommandation aux décideurs politiques que les politiques d'investissement dans l'infrastructure soient intégrées, inclusives et informées des risques, et a décrit les différents rôles devant être joués par le système des Nations Unies pour aider à s'assurer de la résilience des infrastructures.

Ocampo a appelé : à aider les PMA, y compris à travers l'octroi d'un accès préférentiel permanent au marché et une aide ciblée au commerce; à renforcer la coopération dans le domaine fiscal de sorte que les investisseurs étrangers contribuent aux recettes; et à établir une distinction entre l'APD et le soutien public total en faveur du développement durable.

Des déclarations nationales des États membres ont été livrées par un large éventail de représentants, dont un président de Parlement, 20 ministres, un commissaire, six vice-ministres, trois sous-ministres, un premier vice-ministre, un ministre d'Etat, 34 représentants permanents auprès de l'ONU, deux ambassadeurs, 26 autres représentants des États membres et un représentant d'un Etat observateur permanent. Les déclarations ont englobé également un large éventail de portefeuilles, dont, en gros, neuf issus de ministères de coopération étrangère ou internationale; six, de ministères de l'environnement; six, de ministères des finances ou de l'économie; cinq, de ministères de développement ou de développement durable; quatre, de ministères de la planification; un, de l'administration publique; et une ministre de la Femme (bien que la plupart disposent de plusieurs portefeuilles intersectoriels).

Le débat général a également entendu les déclarations de 11 organisations intergouvernementales et 21 GGaPP.

La majorité des déclarations présentées au cours de la réunion ministérielle de trois jours ont souligné les efforts visant à concrétiser les ODD, beaucoup soulignant également l'importance: de l'égalité des sexes; des synergies, de la cohérence et des liens avec la SAMOA Pathway, les programmes d'action d'Istanbul et de Vienne et l'Accord de Paris; de disposer de MMCE adéquats et de la mobilisation de ressources nationales et internationales; des partenariats; de la collecte et de l'analyse des données; de l'implication de toutes les parties prenantes; et de l'éradication de la pauvreté.

Un compte rendu plus détaillé des déclarations de lundi et de mardi est disponible aux adresses <http://www.iisd.ca/vol33/enb3325f.html> et <http://www.iisd.ca/vol33/enb3326f.html>

Les déclarations données mercredi 20 juillet, au cours d'une session présidée par le vice-président de l'ECOSOC, Jürgenson, sont résumées ci-dessous.

La secrétaire adjointe, Direction des interventions humanitaires, ministère des Affaires étrangères et du Commerce, Australie, a déclaré que beaucoup d'initiatives nationales et internationales entreprises dans son pays traitent de questions au cœur des ODD.

Le représentant permanent de la Libye auprès de l'ONU a mis l'accent sur les défis posés à la réalisation des ODD durant la transition vers la démocratie. Le directeur général des

affaires internationales, Ministère des affaires étrangères de la Croatie, a souligné le rôle de son pays en tant que nouveau petit donateur d'APD, se concentrant sur le fait qu'il s'agit de petites contributions et de grands impacts.

Soulignant la nécessité d'un programme inclusif permettant de faire face aux « côtés sombres » de la mondialisation, le représentant permanent du Luxembourg auprès de l'ONU, a déclaré que son pays a créé un comité indépendant pour la réalisation des ODD.

Le Secrétaire d'État parlementaire auprès du ministre fédéral de la Coopération économique et du développement, Allemagne, a souligné les efforts fournis par son pays pour la prise en considération des impacts mondiaux dans la mise en œuvre du développement durable et des réponses aux États fragiles.

Le représentant permanent de l'Afrique du Sud auprès de l'ONU a souligné la nécessité de bâtir sur les OMD et d'éliminer les obstacles posés à la paix dans le continent africain.

Le représentant permanent de l'Ukraine auprès de l'ONU a déclaré que son pays est en train d'adapter les ODD à la situation locale, avec la création de 17 sous-groupes d'experts, et a parlé du lancement de consultations à l'échelle nationale.

Le représentant permanent du Brésil auprès de l'ONU a indiqué qu'un groupe de travail interministériel sur le renforcement de Programme de développement durable d'ici 2030 renforcera les synergies et l'intégration au sein du gouvernement, et a mis en relief la mise en place d'un système d'information national sur la collecte de données.

Le représentant permanent de la Jamaïque auprès de l'ONU a appelé les pays développés à respecter leurs engagements à soutenir les PEID dans la mise en place d'offices de statistique nationaux pour le suivi des progrès accomplis.

Le représentant permanent de la Syrie auprès de l'ONU a déclaré que le mandat du FPHN en matière de suivi et d'évaluation doit veiller à ce que les pays développés tiennent leurs promesses faites aux pays en développement. Le représentant permanent de la Roumanie auprès de l'ONU a parlé d'un exercice cartographique national et de la mise en place d'un comité interministériel en tant que mesures prises pour la réalisation des ODD.

Le représentant permanent du Guatemala auprès de l'ONU a déclaré que le Conseil national pour le développement des régions rurales et urbaines du pays est l'organisme chargé de la réalisation des ODD. Le représentant permanent de l'Équateur auprès de l'ONU a déclaré que l'Équateur est en train d'édifier un système économique démocratique, équitable et durable appliqué de manière alignée sur le Programme de développement durable d'ici 2030.

Le représentant permanent du Kazakhstan auprès de l'ONU a souligné l'importance du développement économique pour son pays. Le représentant permanent de l'Irlande auprès de l'ONU a déclaré que le FPHN n'a pas été conçu comme forum pour la critique et de jugement, mais comme un forum pour le partage d'expériences entre les pays et entre les parties prenantes, et leur engagement à l'entraide.

Le représentant permanent du Népal auprès de l'ONU a déclaré que son pays a intégré une approche fondée sur les droits, dans sa nouvelle Constitution nationale. Le représentant permanent de la Slovaquie auprès de l'ONU a mis en relief es



liens étroits entre le développement et la paix, et a parlé du cadre nationale de gestion conjointe avec les organisations de la société civile, mis en place par son pays, pour la réalisation des ODD.

Le représentant permanent de la Papouasie-Nouvelle-Guinée auprès de l'ONU a décrit les dispositions institutionnelles nationales mises en place pour la réalisation des ODD, dont: des liens avec le budget annuel; un cadre de suivi et d'évaluation; et une feuille de route stratégique. Le représentant permanent de Singapour auprès de l'ONU a déclaré que les points de vue des PEID doivent être reflétés dans le « temps et l'attention » du Forum.

Le représentant permanent du Royaume-Uni auprès de l'ONU a déclaré que disposer de données robustes constitue une condition préalable à la détermination du point de savoir que vraiment personne n'est laissé pour compte. Le chargé d'affaires de la Mission permanente du Mali auprès de l'ONU a déclaré que le Mali a adopté un plan d'action national pour le Programme de développement durable d'ici 2030.

Le représentant permanent du Soudan auprès de l'ONU a déclaré que le pays est en train d'élaborer, avec la société civile et le secteur privé, des politiques et des plans pour la réalisation du Programme de développement durable d'ici 2030. Le représentant permanent du Liban auprès de l'ONU a déclaré que son pays est dans les dernières étapes d'un plan de développement durable national aligné sur le Programme de développement durable d'ici 2030 et complété par des objectifs spécifiques au pays.

Le représentant permanent de la Bolivie auprès de l'ONU a mis en garde contre la privatisation des services de base, et a appelé à la mise en place de mécanismes de solidarité pour aider les pays en développement. Le représentant permanent de l'Indonésie auprès de l'ONU a souligné: l'engagement des parties prenantes à tous les niveaux en vue de renforcer l'appropriation du programme; l'utilisation des ODD comme un parapluie permettant de guider la planification; et la nécessité de renforcer le rôle du FPHN dans l'amélioration de la cohérence des processus de suivi.

Le représentant permanent adjoint de Trinité-et-Tobago auprès de l'ONU a parlé de la Vision 2030 de son pays, qui fournit une stratégie de développement à long terme intégrant les ODD. Le représentant permanent des Émirats arabes unis auprès de l'ONU a appelé: à mettre davantage l'accent sur le renforcement des capacités en matière de mobilisation des ressources du secteur privé; à une utilisation plus intelligente de l'APD et à une hiérarchisation des priorités d'affectation; et à l'élaboration de politiques visant à promouvoir l'égalité des sexes.

Le représentant permanent adjoint du Pakistan auprès de l'ONU a parlé: de la Vision 2025 du pays, qui intègre le Programme de développement durable d'ici 2030; et de la nécessité du respect des engagements pris dans le cadre du PAAA.

Le représentant permanent adjoint du Myanmar auprès de l'ONU a qualifié la paix durable de première priorité du pays. L'Observateur permanent du Saint-Siège auprès de l'ONU a appelé à un leadership politique, au financement et au transfert de technologie, ainsi qu'à une « compassion sincère » permettant d'atteindre la solidarité avec l'ensemble des êtres humains.

Le Premier Secrétaire de la Mission permanente de l'Azerbaïdjan auprès de l'ONU a mis l'accent sur l'éradication de la pauvreté. Le représentant permanent adjoint de l'Albanie auprès de l'ONU a souligné la Stratégie nationale du pays pour le développement et l'intégration au titre de la période 2015-2020, à l'appui du Programme de développement durable d'ici 2030.

Le représentant permanent adjoint de Cuba auprès de l'ONU a encouragé la réorientation des 1776 milliards de dollars des dépenses militaires mondiales vers la promotion du développement.

L'Union interparlementaire a déclaré qu'elle est en train d'intégrer les ODD dans tous ses travaux et d'élaborer des outils pour aider les parlements à institutionnaliser les ODD. L'Organisation internationale de la Francophonie a souligné les efforts visant à renforcer les capacités de ses États membres et des parties prenantes à concrétiser les ODD. La Ligue des États arabes a déclaré que le groupe est en train d'aider les pays arabes à analyser les voies à emprunter et à identifier les obstacles posés à la réalisation des ODD.

Le représentant permanent adjoint de la Jordanie à l'ONU a décrit les difficultés rencontrées par son pays en raison d'une augmentation de 20% de la population par des réfugiés, sur une période de cinq ans.

L'OIT a déclaré que sa dernière résolution relative au travail décent lui assigne un mandat fort pour contribuer au Programme de développement durable d'ici 2030. La représentante d'ONU Femmes a déclaré que réaliser le potentiel transformationnel des ODD exige une édification sur les interconnexions entre l'ensemble des ODD permettant de garantir que les femmes et les filles ne soient pas laissées pour compte.

Le délégué de l'OCDE a appelé à la cohérence politique et a indiqué que l'Organisation entend analyser les lacunes qui doivent être comblées pour permettre à ses membres de réaliser les ODD. Le Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe a souligné la nécessité de tenir compte des risques dans le traitement des ODD et a appelé à l'évaluation périodique des instruments d'atténuation des risques.

Le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA a déterminé les données démographiques qui doivent être ciblées pour lutter contre l'épidémie du VIH.

Le porte-parole du Grand groupe des peuples autochtones a mis l'accent sur les bonnes pratiques émergentes: consultations des peuples autochtones et ventilation des données par marqueurs autochtones et ethnicités pour l'évaluation des politiques.

Le grand groupe du commerce et de l'industrie a mis en exergue le rôle du secteur en tant que source majeure du 1 milliard de dollars nécessaire au développement durable.

Le groupe des parties prenantes représentant les personnes handicapées (utilisant la langue des signes) a exprimé la volonté du groupe d'apporter une contribution importante à la réalisation des ODD. Le délégué du Syndicat des Travailleurs a souligné les coûts économiques importants de l'inégalité, et l'importance du dialogue social.

Le groupe des parties prenantes représentant les personnes âgées a appelé à mettre fin à la discrimination et à l'exclusion sur la base de l'âge. Dans un certain nombre de déclarations, des porte-parole d'ONG ont demandé, entre autres, des

processus transparents, efficaces et responsables au sein du gouvernement; l'implication des acteurs locaux; le placement des derniers en premier; des mesures de protection sociale; un accès amélioré à l'énergie; et la réduction des déchets alimentaires.

### LA PLÉNIÈRE DE CLÔTURE

Dans la soirée du mercredi 20 juillet, le président Oh a présenté le projet de Déclaration ministérielle sur le thème Veiller à ce que personne ne soit laissé pour compte (E/2016/L.24-E/FPHN/2016/L.2). Le secrétariat a lu un amendement oral à une phrase dans l'Annexe consacré au RMDD, où le terme « devraient » a été remplacé par le terme « pourraient » dans la phrase « les scientifiques qui travaillent sur le rapport devraient être invités à apporter, aux débats, des contributions scientifiques, y compris sur le thème du forum ».

Le président Oh a indiqué qu'un accord général a été atteint sur le projet de Déclaration ministérielle, et que son adoption serait le signe d'un engagement politique ferme en faveur de la concrétisation des ODD. Il a signalé que le Nicaragua a exprimé le souhait de demander un vote sur un paragraphe particulier dans la Déclaration ministérielle, et a recommandé que le pays choisisse plutôt de se dissocier de la Déclaration.

Oh a également signalé que la demande du Maroc d'inclure la formulation, tirée de l'Article 38 du Programme de développement durable d'ici 2030, qui réaffirme la nécessité de respecter l'intégrité territoriale et l'indépendance politique des États, conformément à la Charte des Nations Unies, a été contrée par certaines délégations durant les consultations. Il a précisé que par conséquent, elle n'a pas été incluse dans le projet final de la déclaration ministérielle.

Le Nicaragua a déclaré que tous les efforts doivent être fournis pour parvenir à un consensus, signalant qu'il a présenté une proposition de compromis. Soulignant que le Nicaragua ne soutient pas l'Accord de Paris, vu qu'il n'empêche pas une élévation de température de 1,5°C, impactant négativement la pauvreté, le développement humain et le Programme de développement durable d'ici 2030, il a demandé un vote sur l'opportunité de maintenir le paragraphe 19 du projet de Déclaration, qui porte sur le changement climatique et l'Accord de Paris. Il a également déclaré qu'il n'y aurait pas besoin d'un vote si la proposition antérieure du Nicaragua avait été acceptée.

L'Algérie a demandé des éclaircissements sur le point de savoir quels délégués se sont opposés à l'inclusion des principes d'intégrité territoriale et d'indépendance. Le Président Oh a déclaré qu'il allait se renseigner auprès de la délégation marocaine. Demandant plus de précisions, l'Algérie devait plus tard soulever un point d'ordre, soulignant qu'elle n'a pas reçu de réponse satisfaisante à sa question.

L'Égypte a déclaré que son pays ne voterait pas contre le paragraphe 19 du projet de Déclaration ministérielle, mais qu'elle est préoccupée par la formulation « déséquilibrée » et le fait que le paragraphe: ne rende pas compte de l'urgence qu'il y a à traiter les impacts négatifs du changement climatique en tant que défi mondial; place l'action de tous les pays sur un même pied d'égalité; et n'établisse pas de lien entre l'accord de Paris et la CCNUCC. L'Équateur a apporté son appui au projet de Déclaration, mais a exprimé son soutien au Nicaragua, soulignant que les pays disposent du droit souverain d'être en désaccord.

L'UE a déclaré que l'Accord de Paris est d'une importance cruciale pour la lutte contre le changement climatique, et a déclaré que le vote demandé ne rend pas compte de la bonne volonté et de l'enthousiasme qui devraient entourer le Programme de développement durable d'ici 2030.

Le vote a ensuite eu lieu. Avec 141 États membres votant en faveur du maintien du paragraphe 19 du projet de Déclaration ministérielle, une voix contre et trois abstentions, le président de l'ECOSOC, Oh, a déclaré que le paragraphe sera maintenu et a invité les États membres à expliquer leur vote.

Cuba, avec l'Algérie, a encouragé la fourniture de davantage d'efforts pour l'accommodation des points de vue de tous les États membres, soulignant que des « millions » de personnes au Nicaragua ne seront maintenant pas partie de la présente Déclaration. La Bolivie a indiqué que son vote positif rend compte du fait que le pays est signataire de l'Accord de Paris, précisant toutefois que chaque État a le droit de prendre ses propres décisions.

Le Venezuela a déclaré qu'il a voté pour le maintien du paragraphe, tout en soulignant la nécessité d'un processus plus inclusif. La Fédération de Russie a exprimé l'espoir de voir le vote ne pas avoir de conséquences politiques à long terme, et a attiré l'attention sur le manque de clarté du règlement intérieur du FPHN. L'Iran a également soutenu le droit du Nicaragua de demander un vote.

Le Forum a ensuite adopté la Déclaration ministérielle, y compris l'Annexe consacrée au RMDD, telle que modifiée oralement.

Le président Oh a fait état des efforts déployés par lui-même, par le Bureau de l'ECOSOC et par les co-modérateurs des consultations non officielles sur la Déclaration, pour l'évitement du recours à un vote. Il a expliqué cependant qu'étant donné que certains États membres ont demandé un amendement et qu'une réouverture du texte constituerait un mauvais précédent, il a été décidé, après avis du service juridique, que la demande d'un vote ne pouvait être refusée.

Le délégué des États-Unis a fait part de sa frustration quant à l'approche « anti-démocratique » prise par quelques pays, dans le processus de négociation; a précisé que la Déclaration ne modifiait pas les droits inscrits dans le droit international; a exprimé sa préoccupation au sujet de la référence au droit au développement, vu que ce dernier n'a pas de définition convenue à l'échelle internationale; et a indiqué que les références aux actions concernant le transfert de technologie, doivent être entendues comme revêtant un caractère volontaire.

La réunion a ensuite adopté le rapport préliminaire de la réunion (E/FPHN/2016/L.1), confiant au Président le soin de finaliser le rapport.

Le Sous-secrétaire général Wu a remercié, entre autres, les 22 États membres qui ont présenté leur ENV, appelant les participants à viser haut pour concrétiser la « noble vision » d'un avenir équitable et durable garantissant que personne n'est laissé pour compte.

Dans son discours de clôture, le Président Oh a mis en relief un certain nombre de messages clés de la réunion, y compris le fait qu'il est important: de concrétiser les ODD dans leur intégralité; de tendre la main aux plus vulnérables; de

procéder à une meilleure collecte des données; de mobiliser des ressources aux niveaux national et international; et de veiller à la coordination, à la cohérence et à l'intégration.

L'Algérie a appelé à l'inclusion de son point d'ordre dans le rapport de la réunion.

Le Président Oh a levé la séance à 20h17.

**LA DÉCLARATION MINISTÉRIELLE:** Soulignant qu'il est d'une importance « critique » de protéger et d'habiliter les personnes vulnérables, la Déclaration ministérielle sur le thème « Faire en sorte que personne ne soit laissé pour compte »:

- reconnaît: l'importance de la paix et de la sécurité pour le développement durable; que les facteurs qui donnent lieu à la violence, à l'insécurité et à l'injustice, tels que l'inégalité, la corruption, la mauvaise gouvernance et les flux financiers illicites sont traités dans le Programme de développement durable d'ici 2030; et l'importance des efforts de reconstruction pour la résolution ou la prévention des conflits, et pour le soutien de la consolidation de la paix;
- reconnaît: l'importance des forums régionaux et sous-régionaux sur le développement durable; le besoin de données ventilées accessibles, opportunes, fiables et de haute qualité; l'importance de la participation et de la mise en œuvre inclusive, du suivi et de l'évaluation du Programme de développement durable d'ici 2030, à tous les niveaux; l'importance du respect universel des droits de l'homme et la dignité humaine; et le rôle crucial de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes et des filles dans la réalisation des ODD;
- accueille avec satisfaction l'Accord de Paris et reconnaît: les défis particuliers liés aux changements climatiques, rencontrés par chaque pays et, en particulier, par les pays les plus vulnérables; le défi mondial de la réduction de la vulnérabilité aux changements climatiques; les synergies entre le Programme de développement durable d'ici 2030 et l'Accord de Paris; et la mobilisation des ressources pour le soutien de la mise en œuvre; et
- se félicite: du Forum inaugural sur le FdD et de ses conclusions convenues au niveau intergouvernemental; du travail accompli par l'Équipe spéciale interinstitutionnelle et des progrès réalisés dans le cadre du Mécanisme de facilitation de la technologie; et de la décision de la Commission des statistiques concernant le cadre mondial des indicateurs applicables aux ODD et leurs cibles.

L'Annexe consacrée au RMDD présente ce dernier comme étant une partie importante des processus de suivi et d'évaluation du Programme de développement durable d'ici 2030, décrit son rôle dans la fourniture d'un instrument fondé sur des données probantes pour soutenir les décideurs politiques, et décide, entre autres, que:

- la portée du RMDD sera universelle, qu'il prendra en considération les trois dimensions du développement durable, et qu'il fournira des indications sur l'état d'avancement du développement durable, d'un point de vue scientifique;
- le RMDD sera produit tous les quatre ans pour informer le FPHN tenu sous l'égide de l'AGNU;
- la méthodologie sera guidée par les principes, entre autres, d'objectivité, d'indépendance, d'inclusion et d'excellence scientifique et d'intégrité, le RMDD représentant un dialogue

entre les scientifiques sur le développement durable, assorti d'une participation géographique équilibrée et d'une évaluation des évaluations existantes;

- un groupe indépendant de 15 scientifiques issus d'horizons divers, nommés par le Secrétaire général de l'ONU en consultation avec les États membres, rédigera le RMDD. Le groupe commencera son travail fin 2016 et sera appuyé par une équipe de travail représentant le Secrétariat général de l'ONU, divers organismes et la Banque mondiale; et
- le Rapport d'activité relatif aux ODD et le RMDD revêtiront un caractère complémentaire et distinct, le Rapport d'activité devant être établi sur la base d'un cadre d'indicateurs mondiaux et le RMDD devant être axé sur l'interface science-politique.

## BREVE ANALYSE DE L'ÉDITION 2016 DU FPHN

*Notre planète est une tache solitaire dans la grande obscurité cosmique enveloppante. Dans notre obscurité, dans toute cette immensité, il n'y a aucun signe qu'une aide viendra d'un quelconque ailleurs pour nous sauver de nous-mêmes.*

- *Pale Blue Dot*, Carl Sagan

L'édition 2016 du FPHN est la première session tenue par le Forum depuis l'adoption de Programme de développement durable d'ici 2030 voilà seulement dix mois. Caractérisé non pas par la fanfare et l'attention des médias dont a bénéficié le Sommet qui a adopté, en septembre 2015, le Programme de développement durable d'ici 2030, mais par une série de tables rondes modérées et trois journées d'échanges d'expériences, tenues au niveau ministériel, l'événement, a rendu compte, de maintes façons, de l'aspect moins « sexy » mais crucial de la gouvernance du développement durable, à savoir, la mise en application effective du Programme de développement durable d'ici 2030.

À bien des égards, le format de l'édition 2016 du FPHN et l'audience que le Forum a attiré sont des indicateurs importants de ce qui nous attend dans ce processus. Pareilles à des vaisseaux déboussolés, les deux précédentes sessions du FPHN avaient semblé manquer d'orientation. Mais, cette année, 17 ODD mondiaux et 169 objectifs intermédiaires ont fourni au Forum des coordonnées pour « transformer notre monde ».

Cette brève analyse se penche sur quelques unes des questions qui ont émergé à l'édition 2016 du FPHN et examine le point de savoir dans quelle mesure le Forum, à sa première session après l'adoption du Programme de développement durable d'ici 2030, a mis le cap sur la mise en application effective de ce dernier et la concrétisation de sa vision.

### POSITION FERME?

*Il n'y a aucun ailleurs, du moins dans un avenir proche, vers lequel notre espèce pourrait migrer. Visiter, oui. S'établir, pas encore. Qu'on le veuille ou non, pour le moment la planète Terre est l'endroit où nous sommes implantés.* - *Pale Blue Dot*, Carl Sagan

Le Programme de développement durable d'ici 2030 a été adopté dans le contexte d'immenses défis mondiaux, y compris les niveaux élevés de pauvreté et de faim, d'inégalités de plus en plus exacerbées, de crises de réfugiés, d'un monde qui se réchauffe

rapidement et d'insécurité croissante. Il n'est sans doute pas exagéré de considérer la présente génération, la dernière à avoir encore une « chance de sauver la planète », comme le stipule clairement le Programme d'ici 2030, réalité qui requiert de nous de relever, de manière à la fois fondamentale et structurelle, bon nombre de ces défis pressants. Le Suivi et l'évaluation, sont ici une priorité essentielle. À l'édition 2016 du FPHN, l'utilisation d'évaluations nationales volontaires était la réponse au mandat assigné au Forum en matière de suivi et d'évaluation. Le document final clé de la réunion, la Déclaration ministérielle devrait, dans l'intervalle, maintenir la dynamique de la mise en œuvre de Programme de développement durable d'ici 2030.

**Les évaluations nationales volontaires:** Les exposés de niveau ministériel présentés cette année ont vu quatre PMA, un PEID, quatre pays à revenu moyen inférieur, cinq PRI et huit pays à revenu élevé, procéder à un partage de leurs expériences avec le Programme de développement durable d'ici 2030.

Les exposés ont révélé que de nombreux pays ont commencé à mettre en place des mécanismes institutionnels; ont déjà intégré ou envisagent d'intégrer les ODD dans leurs plans nationaux de développement et stratégies de coopération internationale; et se sont lancés dans un exercice visant à rendre leurs processus nationaux de collecte et d'analyse des données, pertinents pour les ODD.

Mais le processus a également rencontré un certain scepticisme, plusieurs pays admettant promptement que, pour eux, la mise en œuvre du Programme de développement durable d'ici 2030, a occasionner la poursuite des priorités nationales existantes. Un observateur a déclaré que cela était une indication que les objectifs ont une traction au niveau national, tandis qu'un commentateur expert s'est demandé si les ODD allaient pouvoir être vraiment transformationnels sans mesures « supplémentaires » reflétant une coupure importante avec l'habituel.

Les ENV ont été suivis par de brèves séances de questions-réponses, donnant aux gouvernements et aux parties prenantes l'occasion de soulever leurs questions et préoccupations. Dans un cas, les parties prenantes d'un pays ont dit à leurs représentants gouvernementaux que leur ENV n'était ni concrète, ni participative. Alors que certaines remarques de parties prenantes ont semble-t-il bien atteint leur but, l'interaction réelle est restée limitée en raison de contraintes de temps. Il n'y a aucune certitude sur la question de savoir si les observations des parties prenantes seront prises en compte par le pays volontaire - il n'existe actuellement aucun processus de suivi et on ne sait pas quand ces pays présenteront une autre ENV au cours de la période d'ici 2030. Reste à voir maintenant si l'appel de la société civile à la soumission, par chaque pays, d'au moins trois ENV au cours des 15 prochaines années, sera entendu.

Par ailleurs, un grand nombre d'intervenants a fait remarquer que les ENV ont montré un aspect positif de « l'universalité » du Programme de développement durable d'ici 2030: les pays développés ont, dans un forum mondial, partagé, sur un même pied d'égalité, les défis qui leur sont posés, avec les pays en développement, ce qui a incité le délégué d'un pays en développement à faire remarquer qu'il est encourageant de voir les pays développés admettre qu'eux aussi, ont des problèmes.

**La Déclaration ministérielle:** Les défis posés à la portée globale du FPHN ont apparu dans le processus de formulation de la Déclaration ministérielle. Les liens étroits entre le changement climatique et le développement durable ont été, maintes fois, soulignés durant la session, en tant que fait palpable et nécessitant des mesures d'urgence. Mais, le projet de Déclaration ministérielle accueillant favorablement l'Accord de Paris, les préoccupations du Nicaragua au sujet du fait que l'Accord de Paris s'affiche comme n'étant pas en mesure de limiter le réchauffement de la planète à 1,5°C, ont été mises en évidence.

Le Nicaragua a eu le sentiment que ses préoccupations à propos de l'Accord de Paris n'ont pas été reflétées dans le rapport de la réunion, et a appelé à un vote, le tout premier jamais sollicité, au FPHN, sur un paragraphe de la Déclaration ministérielle. Plusieurs Etats membres ont déclaré que plus d'efforts auraient dû être faits pour prendre à bord le Nicaragua, inquiets qu'ils étaient qu'un vote envoie un « mauvais signal politique » sur l'engagement de la communauté internationale en faveur de la mise en application du Programme de développement durable d'ici 2030. Par exemple, le Nicaragua n'était pas contre la solution consistant à « prendre note » de l'Accord de Paris, mais cette formulation n'a pas été agréée par d'autres qui voulaient « l'accueillir avec satisfaction ».

Bien que les États membres aient voté massivement pour le maintien du paragraphe dans l'Accord de Paris, avec 141 voix pour, (le Nicaragua votant contre, et la Russie, l'Égypte et le Myanmar s'y abstenant), des observateurs chevronnés ont fait part de préoccupations quant au précédent qui a été établi.

La Fédération de Russie a souligné que le manque de clarté du règlement intérieur du FPHN a compliqué davantage les choses, compte tenu du défi que pose la conciliation du caractère universel du FPHN avec le fonctionnement du Conseil économique et social, un organe à adhésion limitée. De même, certains États membres ont exprimé des préoccupations au sujet de l'absence d'un processus de consultation transparent sur le projet de Déclaration, ils ont estimé que leurs points de vue n'ont pas été entendus et que certaines parties de la Déclaration leur ont été « imposées ». Les faiblesses du raccordement institutionnel du FPHN ont été révélées et un délégué vétéran espéré voir cela pousser les États membres à réfléchir plus concrètement sur la façon d'améliorer le fonctionnement du FPHN.

### **NE LAISSER PERSONNE DERRIERE?**

*« Chaque chasseur et chaque butineur, chaque héros et chaque lâche, [...] chaque roi et chaque paysan, chaque jeune couple dans l'amour, chaque mère et chaque père, chaque enfant plein d'espoir, chaque inventeur et chaque explorateur, chaque enseignant de la morale [...] tous les » superstars, « tous les chefs suprêmes », tous les saints et tous les pêcheurs dans l'histoire de notre espèce vivent là-bas - sur un grain de poussière en suspension dans un rayon de soleil. » - Pale Blue Dot, Carl Sagan*

Sur le papier, le FPHN fournit une base très solide pour la participation des parties prenantes, le Programme de développement durable d'ici 2030 aspirant à être non seulement un Programme pour le monde entier, mais un Programme du monde entier. À l'édition 2016 du FPHN, cela a été traduit par

un nombre sans précédent d'opportunités d'expression par la société civile (un total de 116 fois) et, notamment, des parties prenantes, telles que les personnes handicapées, y compris celles qui y ont contribué par le biais du langage des signes, dont les voix n'ont pas toujours été représentées dans les processus de développement durable.

Cette approche inclusive était appropriée, étant donné le thème de l'édition 2016 du Forum, consistant à « Veiller à ne laisser personne derrière ». Mais beaucoup y ont également émis une note critique, s'interrogeant sur la mesure dans laquelle la participation de la société civile rendait compte d'une représentation réelle. Un représentant des Jeunes a incité les délégués à « bien regarder dans la salle » pour voir que « les plus marginalisés et les plus vulnérables ne sont pas présents aujourd'hui ».

Beaucoup ont également fait remarquer que la participation doit se répercuter au niveau national où beaucoup laisse à désirer. Une étude menée par le Grand Groupe des Femmes a montré que moins de 10% des ENV de cette année ont impliqué la société civile. De nombreuses ONG ont également exprimé leur préoccupation à propos de l'espace rétréci accordé à la société civile au niveau national, alors même que de nombreuses délégations ont rendu hommage au principe de la participation du public dans la planification, dans la mise en œuvre et dans le suivi des ODD.

Dans un sens plus large, le thème Veiller à ne laisser personne derrière a semblé trouver un écho auprès de beaucoup, de nombreux délégués ayant souligné la nécessité de s'assurer que les programmes, les activités et l'APD atteignent au plus vite les personnes qui sont le plus dans le besoin.

### **REGARDER VERS L'AVANT**

*Il n'est peut-être pas de meilleure démonstration de la folie des vanités humaines que cette image lointaine de notre petit monde. Pour moi, elle souligne notre responsabilité de s'entretenir; les uns les autres avec plus de bienveillance et de préserver et de chérir ce point bleu pâle, l'unique foyer que nous ayons jamais connu. - Pale Blue Dot, Carl Sagan*

Le premier Forum organisé depuis l'adoption de Programme de développement durable d'ici 2030, le FPHN 2016 constitue un exemple pour les années à venir. Le processus des ENV a le potentiel d'être la pièce maîtresse de l'avancement du FPHN, mais comme l'a souligné un observateur, beaucoup dépend de la mesure dans laquelle les gouvernements se tiennent prêts à faire leur devoir consistant à « transposer au plan local » le Programme de développement durable d'ici 2030.

Les négociations menées dans le cadre de l'AGNU, sur le suivi et l'évaluation du Programme de développement durable d'ici 2030 au niveau mondial, sont toujours en cours. Le projet de résolution de juin 2016 concernant ce sujet prévoit les thèmes suivants que le FPHN abordera au cours des trois prochaines années: l'éradication de la pauvreté et la promotion de la prospérité dans un monde en mutation, en 2017; l'évolution vers des sociétés durables et résilientes, en 2018; et l'autonomisation des personnes et la garantie de l'inclusion et de l'égalité, en 2019. Il alloue également différents ODD devant être « examinés

en profondeur » lors des trois prochaines sessions du FPHN, les MMCE, y compris l'Objectif 17, devant être examinés chaque année.

Les réactions suscitées par cette approche ont été quelque peu mitigées, un observateur faisant remarquer que le thème de cette année, « Veiller à ce que personne ne soit laissé pour compte » a démontré que les différents aspects des ODD peuvent être mis en relief tout en gardant intacte l'indivisibilité des Objectifs. D'autres, cependant, ont demandé des éclaircissements sur les critères et méthodologies utilisés pour la sélection de ces objectifs et priorités. Un certain nombre d'ONG a soulevé des préoccupations au sujet du fait que la dimension environnementale ne soit pas suffisamment prise en compte dans les thèmes proposés. Des pays ont également exprimé des préoccupations. Par exemple, le Mexique a déclaré que le regroupement thématique des ODD ne doit pas être interprété comme l'octroi d'une priorité à un objectif au détriment d'un autre, ou comme un mépris des liens qui existent entre eux.

Aux niveaux national, régional et international, beaucoup reste à faire, tous les acteurs trouvant leur place dans le nouveau paysage du développement durable. Mais alors que l'année 2015 a mis en évidence que les Nations Unies, les gouvernements et toutes les autres parties prenantes sont en mesure de se réunir pour adopter un programme ambitieux, le véritable test de la façon dont notre point bleu pâle se comportera, réside dans ce qui vient ensuite.

## **REUNIONS A VENIR**

**Session d'organisation de 2017 de l'ECOSOC:** L'ECOSOC tiendra sa Session d'organisation de 2017 pour discuter et convenir de son programme de travail pour la période allant de juillet 2016 à juillet 2017. **dates:** 28-29 juillet 2016 **lieu:** siège de l'ONU, New York **contact:** ECOSOC Secretariat **courriel:** ecosocinfo@un.org **www:** <https://www.un.org/ecosoc/en/events/2016/2016-ecosoc-organizational-session>

**Groupe de travail non officiel sur les déchets ménagers:** La décision BC-12/13 de la Convention de Bâle a appelé le Groupe de travail non officiel sur les déchets ménagers à élaborer un plan de travail pour la gestion écologiquement rationnelle des déchets ménagers, plaçant l'accent sur les besoins des pays en développement et des pays à économie en transition. **dates:** 2-4 Août 2016 **lieu:** Montevideo, Uruguay **contact:** Matthias Kern, Basel Convention Secretariat **tél.:** +41-22-917-8767 **courriel:** matthias.kern@brsmeas.org **www:** <http://www.basel.int/Implementation/TechnicalAssistance/Partnerships/HouseholdWaste/Meetings/1stMeetingMontevideo,UruguayAug2016/tabid/5158/Default.aspx>

**PrepCom 2 sur la BMADJN:** La deuxième réunion du Comité préparatoire pour un instrument international juridiquement contraignant sur la biodiversité marine dans les zones au-delà de la juridiction nationale (BBNJ) se tiendra pour la poursuite de ses négociations. **dates:** 26 août - 9 septembre 2016 **lieu:** siège de l'ONU, New York **contact:** UN Division of Ocean Affairs and the Law of the Sea **tél.:** +1-212-963-3962 **télécopie:** +1-212-963-5847 **courriel:** doalos@un.org **www:** <http://www.un.org/depts/los/biodiversity/prepcom.htm>

**Edition 2016 de la Semaine mondiale de l'eau:** L'édition 2016 de la Semaine mondiale de l'eau mettra l'accent sur l'eau au service d'une croissance durable, et comprendra plus de 140 manifestations sur des sujets tels que le financement, l'intégrité, les questions de parité, le changement climatique, l'énergie, l'assainissement, la nourriture, la résolution des conflits, le Programme de développement durable d'ici 2030 et la Gestion de l'eau. **dates:** 28 août - 2 septembre 2016 **lieu:** Stockholm, Suède **contact:** Stockholm International Water Institute **tél.:** +46-8-121-360-00 **télécopie:** +46-8-121-360-01 **courriel:** gabriela.suhoschi@siwi.org **www:** <http://www.worldwaterweek.org/>

**Edition 2016 du Congrès mondial sur la conservation:** L'édition 2016 du Congrès mondial de l'UICN se concentrera sur le thème « Planète à la croisée des chemins ». L'événement comprendra un forum public comprenant des débats, des ateliers, des dialogues, des tables rondes, des cours de formation, de la musique et des expositions, « ainsi qu'une Assemblée des Membres qui délibérera sur les résolutions et recommandations de l'UICN concernant les questions clés de conservation. **dates:** 1-10 septembre 2016 **lieu:** Honolulu, Hawaï, Etats-Unis **contact:** UICN **tél.:** +41-22-999-0368 **télécopie:** +41-22-999-0002 **courriel:** [congress@iucn.org](mailto:congress@iucn.org) **www:** <http://www.iucnworldconservationcongress.org/>

**Premier dialogue mondial multipartite des PEID sur le Partenariat:** Le cadre de partenariat des PEID a chargé le Secrétariat de l'ONU, en consultation avec le Comité directeur du cadre de partenariat, d'organiser, sur une base annuelle, un Dialogue multipartite mondial axé sur les résultats et orienté vers l'action des PEID sur le Partenariat. Ce premier dialogue sera l'occasion: d'examiner les progrès accomplis par les partenariats existants; de partager les bonnes pratiques, les leçons apprises et les défis rencontrés et les solutions trouvées des partenariats établis par les PEID; et de lancer de nouveaux partenariats pour les PEID. **date:** 12 septembre 2016 [provisoire] **lieu:** TBA **contact:** Ola Göransson, UN Department of Economic and Social Affairs **tél.:** +1-212-963-7838 **courriel:** [goranssono@un.org](mailto:goranssono@un.org) **www:** <http://www.sids2014.org/sids-partnership-framework>

**Réunion de haut niveau de l'AGNU sur les réfugiés et les migrants:** L'Assemblée générale convoquera une réunion plénière de haut niveau sur le traitement de grands mouvements de réfugiés et de migrants, le 19 septembre 2016, juste avant le débat général de la 71<sup>e</sup> session. **date:** 19 septembre 2016 **lieu:** siège de l'ONU, New York **www:** <http://www.un.org/pga/70/2016/03/23/united-nations-summit-on-refugees-and-migrants/>

**Edition 2016 de la Conférence internationale sur le développement durable:** La quatrième Conférence internationale annuelle sur le développement durable, sur le thème 3 Aller de l'avant: Les ODD dans la pratique », réunira les membres des communautés de recherche, de la politique, de la pratique et de l'entreprise pour partager des solutions pratiques pour la réalisation des ODD aux niveaux local et national. La Conférence se concentrera sur quatre domaines thématiques: l'innovation dans les domaines de la technologie et la gouvernance; les données (les systèmes de données, les lacunes, les voies et moyens de leur collecte); l'interface science-politique

mise en œuvre; et de l'éducation et la formation. **dates:** 21-22 septembre 2016 **lieu:** Columbia University, New York, US **courriel:** [info@ic-sd.org](mailto:info@ic-sd.org) **www:** <http://ic-sd.org/>

**Habitat III:** La Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable (Habitat III) vise à obtenir un engagement politique renouvelé en faveur du développement urbain durable, à évaluer les progrès et les réalisations accomplis à ce jour, à traiter la pauvreté et à déterminer et à relever les défis émergents. La conférence devrait aboutir à un document final orienté vers l'action et à l'établissement d'un « nouvel agenda urbain ». **dates:** 17-20 octobre 2016 **lieu:** Quito, Equateur **contact:** UN-HABITAT **tél.:** +1-917-367-4355 **courriel:** [Habitat3Secretariat@un.org](mailto:Habitat3Secretariat@un.org) **www:** <http://www.unhabitat.org/habitat-iii>

**CRIC 15 de la CLD:** Cette session extraordinaire du Comité pour l'examen de la mise en œuvre de la CLD (CRIC) se penchera sur le renforcement des synergies dans les éléments exigés des communications nationales en vertu de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CLD), et sur les ODD récemment adoptées, en particulier l'objectif intermédiaire 15.3 portant sur la neutralité de la dégradation des sols. **dates:** 18-20 octobre 2016 **lieu:** Nairobi, Kenya **contact:** UNCCD Secretariat **tél.:** +49-228-815-2800 **télécopie:** +49-228-815-2898/99 **courriel:** [secretariat@unccd.int](mailto:secretariat@unccd.int) **www:** <http://www.unccd.int/>

**43<sup>ème</sup> session du Comité de la sécurité alimentaire mondiale:** La 43<sup>e</sup> session du Comité sur la sécurité alimentaire mondiale devrait se pencher sur une série d'éléments découlant de son programme pluriannuel de travail, y compris: la nutrition; l'engagement en faveur des ODD; la connexion des petits exploitants agricoles avec les marchés; l'urbanisation, la transformation rurale et les implications pour la sécurité alimentaire et la nutrition; et le suivi. **dates:** 17-21 octobre 2016 **lieu:** FAO Headquarters, Rome, Italie **contact:** CFS Secretariat **courriel:** [cfs@fao.org](mailto:cfs@fao.org) **www:** <http://www.fao.org/cfs/en/>

**Edition 2016 de la Table ronde mondiale et Assemblée générale annuelle de l'IF du PNUE:** L'édition 2016 de la Table ronde mondiale et Assemblée générale annuelle de l'Initiative financière du Programme des Nations Unies pour l'environnement (IF du PNUE) réunira les acteurs de la finance de divers secteurs, y compris le gouvernement, la société civile et l'ONU, pour discuter du rôle du secteur financier mondial dans la réalisation des programmes de développement durable et dans la lutte contre le changement climatique. **dates:** 25-27 octobre 2016 **lieu:** Dubai, Emirats arabes unis **contact:** UNEP Finance Initiative **courriel:** [info@unepfi.org](mailto:info@unepfi.org) **www:** <http://www.unepfi.org/events/2016/roundtable>

**Jeter, dans la région de la CEE, les fondations de l'intégration économique et du développement durable, dans le cheminement vers la Conférence de 2030:** L'objectif de la conférence est de discuter des visions et des approches relatives à l'intégration économique et la coopération pour assurer un développement économique durable et la réalisation des ODD dans tous les pays de la région de la CEE, d'ici 2030, sur la base de la coexistence pacifique et le respect du droit international. **dates:** 26-27 octobre 2016 **lieu:** Minsk, Belarus **contact:** UNECE **courriel:** [vision2030@unece.org](mailto:vision2030@unece.org) **www:** <http://www.unece.org/vision2030.html>

**COP 22 de la CCNUCC:** La 22<sup>e</sup> session de la Conférence des Parties (COP 22) à la CCNUCC, entre autres, commencera les préparatifs de l'entrée en vigueur de l'Accord de Paris. **dates:** 7-18 novembre 2016 **lieu:** Marrakesh, Maroc **contact:** UNFCCC Secretariat **tél.:** +49-228-815-1000 **télécopie:** +49-228-815-1999 **courriel:** secretariat@unfccc.int **www:** <http://unfccc.int/>

**Deuxième Réunion de haut niveau du Partenariat mondial pour une coopération efficace:** Cette réunion du Partenariat mondial pour une coopération efficace vise à amplifier l'impact positif de la coopération au développement au cours des 15 prochaines années, et fondée sur des consultations inclusives, le document final contribuera à tailler la façon dont les acteurs existants et nouveaux acteurs du développement peuvent devenir des partenaires pour la mise en œuvre du Programme de développement durable d'ici 2030 et la réalisation des ODD. **dates:** 28 novembre – 1<sup>er</sup> décembre 2016 **lieu:** Nairobi, Kenya **contact:** Patrick Tiefenbacher, UNDP **tél.:** +1-212-906-5581 **courriel:** patrick.tiefenbacher@undp.org **www:** <http://effectivecooperation.org/events/2016-high-level-meeting/>

**COP 13 à la CDB, COP-MOP 8 au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques et COP-MOP 2 au Protocole de Nagoya sur l'accès et le partage des avantages:** La treizième réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (COP 13 à la CDB), la huitième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques (COP/MOP 8), et la deuxième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya sur l'accès et le partage des avantages (COP/MOP 2) auront lieu en même temps. **dates:** 4-17 décembre 2016 **lieu:** Cancun, Mexique **contact:** CBD Secretariat **tél.:** +1-514-288-2220 **télécopie:** +1-514-288-6588 **courriel:** secretariat@cbd.int **www:** <https://www.cbd.int/>

**Forum mondial sur les données de développement durable (Forum mondial sur les données):** Organisé par le Groupe de haut niveau des Nations Unies pour le partenariat, la coordination et le renforcement des capacités dans le domaine des statistiques liées au Programme de développement durable d'ici 2030, le Forum mondial des données est destiné à servir de plate-forme pour l'intensification de la coopération dans le domaine des données pour le développement durable, avec de multiples parties prenantes, y compris l'information des professionnels de la technologie, les gestionnaires de l'information géospatiale, les scientifiques spécialistes du domaine des données, les utilisateurs de données et les membres de la société civile. **date:** 20 janvier 2017 [tentative] **lieu:** Cape Town, South Africa **contact:** UN Statistics Division **télécopie:** +1-212-963-9851 **courriel:** statistics@un.org **www:** <http://www.data4sdgs.org>

**Conférence de haut niveau des Nations Unies à l'appui de la mise en œuvre de l'ODD 14:** Organisée conjointement par les gouvernements de Fidji et de la Suède, cette conférence de haut niveau des Nations Unies coïncidera avec la Journée mondiale des océans, et cherchera à soutenir la mise en œuvre de l'ODD 14 (Préservation et utilisation durable des océans, des mers et des ressources marines pour le développement

durable). **dates:** 5-9 juin 2017 **lieu:** Nadi, Fidji **contact:** Permanent Missions of Fiji and Sweden **tél.:** +1-212-687-4130 (Fidji); +1-212-583-2500 (Suède) **www:** <https://sustainabledevelopment.un.org/index.php?page=view&type=13&nr=1863&menu=1634>

**Edition 2017 du FPHN:** Le cinquième FPHN, organisé sous l'égide de l'ECOSOC, aura lieu en juillet 2017 et sera suivi d'une réunion ministérielle du Forum sur le thème provisoire « Eradiquer la pauvreté et promouvoir la prospérité dans un monde en mutation », sous réserve d'une décision de l'AGNU. **dates:** juillet 2017 [tentative] **lieu:** siège de l'ONU, New York **contact:** UNDESA **télécopie:** +1-212-963-4260 **www:** <https://sustainabledevelopment.un.org/hlpf>

For additional upcoming events, see <http://sd.iisd.org/>

## GLOSSAIRE

PAAA	Programme d'action d'Addis-Ababa
ECOSOC	Conseil économique et social
CESAP	Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique
FdD	Financement du développement
RNB/APD	Revenu national brut / Aide publique au développement
RMDD	Rapport mondial sur le développement durable
RHN 2	Deuxième Réunion de haut niveau du Partenariat mondial pour un développement efficace
FPHN	Forum politique de haut niveau sur le développement durable
OIT	Organisation internationale du travail
PMA	Les Pays les moins avancés
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
GGaPP	Les Grands Groupes et autres Parties prenantes
PRI	Pays à revenus intermédiaires
MMCE	Moyens de mise en œuvre
APD	Aide publique au développement
OCDE	Organisation de coopération économique et développement
ODD	Objectifs de développement durable
PEID	Petits États insulaires en développement
STI	Science, technologie et innovation
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
UNEA	Assemblée des Nations Unies pour l'environnement
CEE	Commission économique de l'ONU pour l'Europe
AGNU	Assemblée générale de l'ONU
ENV	Evaluations nationales volontaires